



□ INFORMATIONS GENERALES SUR LES DISPOSITIONS COMMUNAUTAIRES EN MATIERE DE LIBRE CIRCULATION ET DE SECURITE SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS QUI SE DEPLACENT A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE

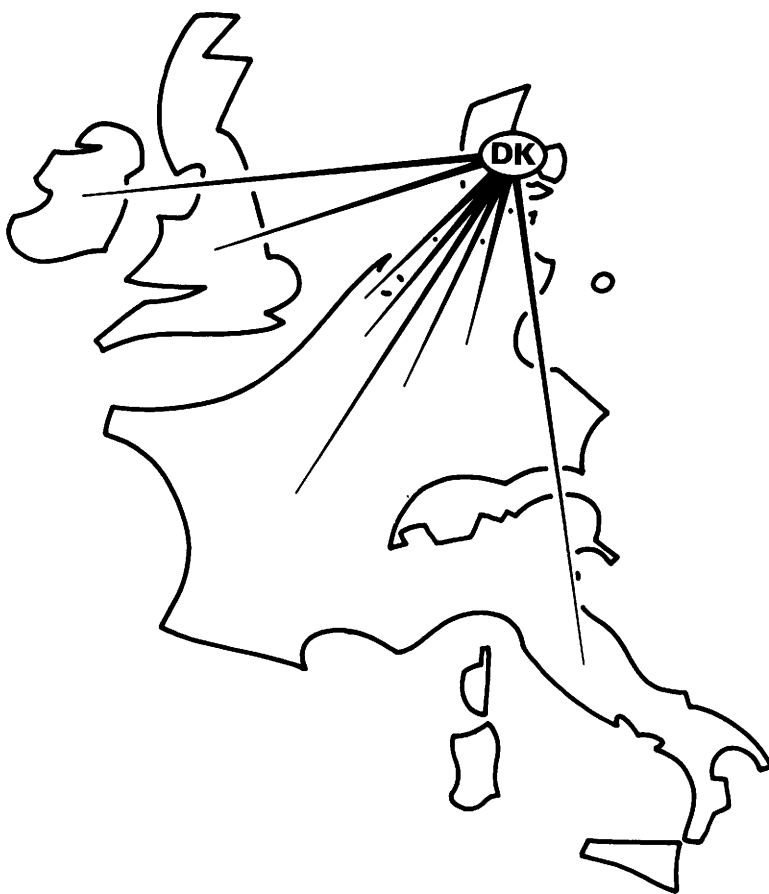
■ INFORMAZIONI GENERALI SULLE DISPOSIZIONI COMUNITARIE IN MATERIA DI LIBERA CIRCOLAZIONE E DI SICUREZZA SOCIALE PER I LAVORATORI CHE SI SPOSTANO ALL'INTERNO DELLA COMUNITA

△ ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DIE GEMEINSCHAFTSBESTIMMUNGEN IN BEZUG AUF DIE FREIZÜGIGKEIT UND DIE SOZIALE SICHERHEIT FÜR DIE INNERHALB DER GEMEINSCHAFT WANDERNDEN ARBEITNEHMER

▲ ALGEMENE INLICHTINGEN OMTRENT DE GEMEENSCHAPSBEPALINGEN INZAKE HET VRIJE VERKEER EN DE SOCIALE ZEKERHEID VAN DE WERKNEMERS DIE ZICH BINNEN DE GEMEENSCHAP VERPLAATSEN

○ GENERAL INFORMATION ON THE COMMUNITY PROVISIONS WITH REGARD TO FREEDOM OF MOVEMENT AND SOCIAL SECURITY FOR WORKERS MOVING WITHIN THE COMMUNITY

● ALMINDELIGE INFORMATIONER OM FÆLLESMARKEDSBESTEMMELSER VERDRØRENDE FRI BEVÆGELIGHED OG SOCIAL SIKKERHED FOR LØNMOTAGERE, DER FLYTTER INDEN FOR FÆLLESSKABET



□ Informations mises à jour le:

■ Informazioni aggiornate al:

△ Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:

▲ Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:

○ Information brought up to date on:

● Oplysninger ført à jour den:





A-0



— Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de « libre circulation des travailleurs ».

Le règlement (CEE) n° 1612/68 sur la libre circulation des travailleurs a été approuvé par le Danemark en même temps que le Traité des CE. En conséquence, il est immédiatement entré en vigueur à compter du 1er janvier 1973. Le service spécialisé qui, conformément à l'article 14 paragraphe 3 du règlement, assurera la liaison avec la Commission et les services spécialisés correspondants des autres Etats membres est le suivant en ce qui concerne le Danemark (à l'exclusion du Groenland) : Arbejdsdirektoratet, Adelgade 13, 1304 Copenhague, Danemark. On trouvera ci-après un aperçu des droits dont bénéficient notamment les travailleurs en provenance des pays de la Communauté :

A-1



— Egalité de traitement avec les travailleurs nationaux en ce qui concerne:

A-1.00

— le droit d'accéder à l'emploi vacant;



A-1.10

— le droit de bénéficier de l'assistance des bureaux de main-d'œuvre pour rechercher un emploi;



A-1.20

— le droit d'exercer un emploi;



Aucune loi ou réglementation danoise ne fait de distinction entre les travailleurs danois et ceux en provenance des pays membres des CE, en ce qui concerne la rémunération, les conditions de licenciement, l'accès à un nouvel emploi ou la recherche d'un nouvel emploi en cas de chômage.



A-1.30

— l'exercice des droits syndicaux et de représentation du personnel dans l'entreprise.



Les travailleurs en provenance des pays membres des CE, qui exercent un emploi au Danemark, peuvent devenir membres d'un syndicat tout en bénéficiant de la totalité des droits de membre ordinaire. Le ministère du travail a promulgué un décret fixant les règles relatives à l'assurance-chômage obligatoire pour les travailleurs en provenance des pays membres de la Communauté. Aux termes de ce décret, un étranger qui est dispensé de l'obligation d'avoir un permis de travail et qui, après avoir été occupé et avoir été inscrit à l'assurance-chômage dans un autre pays des CE, exerce un emploi au Danemark, sera membre bénéficiaire de la caisse de chômage agréée correspondante. L'obligation ne s'étend pas aux travailleurs membres sans interruption de la caisse de chômage pendant plus de 2 ans.

A-2

— La délivrance de la «carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la CEE» pour:



A-2.00

— les travailleurs permanents;



Le travailleur ressortissant d'un Etat membre des CE qui désire s'établir en permanence et exercer une activité salariée au Danemark, sollicitera dans un délai de trois mois suivant son arrivée, une carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la CEE. Cette carte a une durée de validité de 5 ans ou, si l'activité en question ne dépasse pas un an, une période de validité correspondant à la durée prévue de cette activité. La carte de séjour CEE est délivrée par le commissaire divisionnaire de police, sur demande adressée au commissaire divisionnaire (Copenhague et Frederiksberg ou au commissaire de police compétent ailleurs.



A-2.10 — les travailleurs frontaliers;



Les travailleurs frontaliers peuvent librement séjourner et travailler au Danemark sans autorisation spéciale. Les travailleurs frontaliers doivent se présenter au bureau de l'état civil de la commune du lieu de travail.

A-2.20 — les travailleurs saisonniers;



Les travailleurs saisonniers qui séjournent au Danemark pour une durée ne dépassant pas trois mois sont dispensés de la carte de séjour. Si la durée de séjour dépasse trois mois, il leur est délivré la carte de séjour CEE. La durée de validité de cette carte correspond à celle de l'emploi exercé. Les travailleurs saisonniers doivent se présenter dans un délai de 5 jours au bureau de l'état civil de la commune où ils ont élu domicile.

A-3 — Motifs de refus de la carte de séjour



La carte de séjour peut être refusée, conformément à la directive du Conseil n° 221 du 25 février 1964, pour des motifs d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publiques. Ces motifs sont précisés à l'article 4 paragraphe 2 de la loi sur l'accès des étrangers au Danemark, modifiée par la loi n° 155 du 21 mars 1973.

A-4 — Accès au logement et à la propriété du logement.



Les travailleurs ressortissants d'un Etat membre des CE occupés au Danemark ont les mêmes droits que les citoyens danois en ce qui concerne la location d'une maison ou d'un appartement (il convient de noter qu'il y a pénurie de logements à louer à un prix modéré). Les travailleurs ressortissant d'un Etat membre ont également le droit d'acheter une maison individuelle ou d'un appartement. Les décrets correspondants ont été promulgués par le ministre danois de la justice en décembre 1972.



A-5

— Possibilité de s'installer avec la famille dans le pays d'accueil.



Tout ressortissant d'un Etat membre des CE désireux de s'établir au Danemark en tant que travailleur salarié, travailleur indépendant ou prestataire ou bénéficiaire de services, a le droit de se faire accompagner des membres suivants de sa famille, quelle que soit leur nationalité :

- a) son conjoint et ses descendants en ligne directe de moins de 21 ans ou à charge;
- b) ses ascendants et ceux de son conjoint qui sont à sa charge.

Pour que les membres de la famille aient le droit de séjourner dans le pays, il faut que les ressortissants de la Communauté disposent pour eux d'un logement convenable. A cet égard, il faut observer que les ressortissants des pays de la CEE employés au Danemark ont le droit d'obtenir l'allocation-loyer. Le montant de cette allocation dépend généralement de la grandeur et du revenu de la famille et du montant du loyer.

A-6

— Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de sécurité sociale pour les travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté.



Les règlements CEE n° 1408/71 et n° 574/72 sont entrés en vigueur au Danemark dans leur totalité.

Les ressortissants des Etats membres des CE occupés dans le pays et leur famille ont en général les mêmes droits aux prestations sociales que les citoyens danois. En ce qui concerne la pension d'invalidité, la pension de veuve et la pension de retraite, l'octroi de ces pensions et leur répartition entre le Danemark et les autres Etats membres dépendent de la durée du séjour et de l'occupation au Danemark du ressortissant de la CEE intéressé (voir ci-après), ainsi que de son assujettissement aux régimes de sécurité sociale dans les autres pays de la CEE.

A-7

— Conseils pratiques.



En ce qui concerne les prestations de l'ASSURANCE-CHOMAGE, le ressortissant d'un Etat membre occupé au Danemark ne peut obtenir l'allocation de chômage que par la caisse de chômage à laquelle il est affilié, à condition qu'il se soit inscrit au bureau de main-d'oeuvre public pour obtenir un emploi. L'indemnité



journalière octroyée dans le cadre du REGIME D'ASSURANCE MALADIE ne pourra être versée par l'employeur ou par la commission d'assistance sociale de la commune de résidence que selon les règles qui s'appliquent aux citoyens danois. En ce qui concerne l'accès aux AUTRES PRESTATIONS SOCIALES, l'intéressé doit s'adresser à la commission d'assistance sociale de la commune où il est domicilié.



A-0

— Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di «libera circolazione dei lavoratori».



Il regolamento (CEE) n. 1612/68 sulla libera circolazione dei lavoratori è stato approvato dalla Danimarca contemporaneamente al Trattato delle C.E. Di conseguenza, esso entrato immediatamente in vigore a decorrere dal 1° gennaio 1973. Il servizio specializzato che, conformemente all'articolo 14, paragrafo 3 del regolamento assicura il collegamento con la Commissione ed i corrispondenti servizi specializzati degli altri Stati membri è il seguente per la Danimarca (esclusa la Groenlandia) :

arbejdsdirektoratet, Adelgade 13,
1304 København, Danmark

Qui di seguito si trova un compendio dei diritti di cui beneficiano in particolare i lavoratori provenienti dai paesi della Comunità.

A-1

— Parità di trattamento rispetto ai lavoratori nazionali per quanto riguarda:



A-1.00

— il diritto di accedere al posto vacante;



A-1.10

— il diritto di beneficiare dell'assistenza degli uffici di manodopera per la ricerca di un impiego;



A-1.20

— il diritto di esercitare un impiego;



Nessuna legge o regolamento danese fa distinzione tra lavoratori danesi e quelli provenienti dagli Stati membri delle C.E. in fatto di retribuzione, condizioni di licenziamento, possibilità di ottenere una nuova occupazione, o ricerca di un nuovo lavoro in caso di disoccupazione.



Danimarca, possono iscriversi ad un sindacato e godere di tutti i diritti di membro ordinario. Il Ministero del Lavoro ha emanato un decreto che fissa le norme relative alla assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione

A-1.30 — l'esercizio dei diritti sindacali e di rappresentazione del personale nell'impresa.



I lavoratori provenienti dagli Stati membri delle C.E. che prestano un lavoro retribuito in Danimarca, possono iscriversi ad un sindacato, e godere di tutti i diritti di membro ordinario. Il Ministro del lavoro ha emanato un decreto che fissa le norme relative alla assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione, i lavoratori provenienti dai paesi membri della Comunità. Ai sensi di tale decreto, uno straniero esonerato dall'obbligo del permesso di lavoro che, dopo aver lavorato in un altro paese delle C.E. ed esservi stato iscritto all'assicurazione contro la disoccupazione, svolga un lavoro retribuito in Danimarca, è ammesso al beneficio di una corrispondente cassa autorizzata di disoccupazione. L'obbligo non si estende ai lavoratori assicurati in interrottamente per oltre due anni contro la disoccupazione.

A-2 — Il rilascio della «carta di soggiorno di cittadino di uno Stato membro della CEE» per:



A-2.00 — i lavoratori permanenti



Il cittadino di uno Stato membro delle CE che desideri risiedere in permanenza in Danimarca ed esercitarvi un'attività dipendente, deve chiedere, entro tre mesi dal suo arrivo, permesso di soggiorno di cittadino di uno Stato membro della CEE. Tale è valido per cinque anni o, se la durata dell'attività in questione non supera un anno, per un periodo corrispondente alla durata dell'attività stessa. Il permesso di soggiorno CEE viene rilasciato dal commissario divisionale di poli-



zia, su richiesta che, a Copenhagen e Frederksberg va indirizzata al commissario divisionale o altrove competente commissario di polizia.

A-2.10



— i lavoratori frontalieri;

I lavoratori frontalieri possono liberamente soggiornare e lavorare senza autorizzazione speciale. I lavoratori frontalieri devono presentarsi all'ufficio dello stato civile del comune del loro luogo di lavoro.

A-2.20



— i lavoratori stagionali.

I lavoratori stagionali che soggiorno in Danimarca per non oltre tre mesi sono dispensati dall'obbligo del permesso di soggiorno. Se vi permangono oltre tre mesi, ricevono il permesso di soggiorno CEE, la cui validità corrisponde alla durata della loro attività. I lavoratori stagionali devono presentarsi entro cinque giorni all'ufficio de stato civile del comune in cui hanno eletto.

A-3



— Motivi di rifiuto della carta di soggiorno.

Il permesso di soggiorno puo essere rifiutato, giusta la direttiva del Consiglio n. 221, del 25 febbraio 1964, per motivi di ordine pubblico, di sicurezza o di pubblica sanità. Tali motivi sono precisati all'articolo 4, paragrafo 2 della legge sull'entrata degli stranieri in Danimarca, modificato dalla legge n. 155 del 21 marzo 1973.

A-4



— Accesso all'alloggio e alla proprietà dell'alloggio.

I cittadini di uno Stato membro della Ce occupati in Danimarca hanno gli stessi diritti dei danesi per quanto riguarda l'affitto di una casa o di un appartamento (va notato che vi è scarsità di alloggi in affitto a prezzo moderato). I lavoratori cittadini di uno Stato membro hanno inoltre il diritto di acquistare



una casa individuale o un appartamento. I decreti in proposito sono stati emanati dal ministro danese della giustizia nel dicembre 1972.

A-5

— Possibilità di stabilirsi con la famiglia nei paesi ospitanti.



Ogni cittadino di uno Stato membro delle CE che intende risiedere in Danimarca come lavoratore dipendente, lavoratore indipendente, o come prestatore o utente di servizi, ha il diritto di farsi accompagnare dai seguenti suoi familiari, indipendentemente dalla loro nazionalità :

- a) dal coniuge e dai suoi discendenti diretti che abbiano meno di 21 anni siano a suo carico;
- b) degli suoi ascendenti e del coniuge che siano a suo carico.

I familiari hanno il diritto di soggiornare nel paese, purché i loro congiunti cittadini della Comunità li possono adeguatamente alloggiare va in proposito osservato che i cittadini degli Stati della CEE occupati in Danimarca possono fruire dell'indennità affitto, la cui entità dipende generalmente dalla grandezza e dal reddito della famiglia, nonché dall'importo dell'affitto.

A-6

— Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di sicurezza sociale per i lavoratori che si spostano all'interno della Comunità.



I regolamenti (CEE) n. 1408/71 e n. 574/72 sono entrati in vigore integralmente in Danimarca. I cittadini degli Stati membri delle CE occupati nel paese e la loro famiglia, hanno in genere gli stessi diritti alle prestazioni sociali dei cittadini danesi. Per quanto riguarda le pensioni d'invalidità, di vedovanza e di vecchiaia, vengono ripartite tra la Danimarca e gli altri Stati membri secondo la durata del soggiorno e dell'occupazione in Danimarca dei cittadini della CEE interessati e secondo il loro assoggettamento ai regimi di sicurezza sociale quanto scritto in appresso degli altri paesi della CEE.



A-7



— Consigli pratici.

Per quanto riguarda le prestazioni dell'assicurazione contro la disoccupazione, il cittadino di uno Stato membro che svolge un lavoro dipendente in Danimarca, può ricevere l'indennità di disoccupazione solo dalla cassa di disoccupazione alla quale versa contributi e qualora si sia iscritto all'ufficio statale di collocamento per ottenere un lavoro. L'indennità giornaliera del REGIME DI ASSICURAZIONE MALATIA può essere corrisposta, dal datore di lavoro o dalla commissione di assistenza sociale del comune di residenza, soltanto in base alle norme vigenti per cittadini danesi. Per quanto riguarda l'ammissione al beneficio delle ALTRE PRESTAZIONI SOCIALI, l'interessato deve rivolgersi alla commissione di assistenza sociale del comune in cui è domiciliato.



A-0



- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der «Freizügigkeit der Arbeitnehmer».

Dänemark hat gleichzeitig mit dem EWG-Vertrag die Verordnung 1612/68 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer angenommen.

Sie ist folglich am 1.1.1973 unmittelbar in Dänemark in Kraft getreten.

Die Besondere Dienststelle, die gemäß Artikel 14 Absatz 3 die Verbindung zwischen der Kommission und den entsprechenden Dienststellen der übrigen Mitgliedstaaten wahrzunehmen hat, ist für Dänemark (ausschließlich Grönland) das "Arbejdsdirektorat" (Arbeitsverwaltung), Adelgade 13, 1304 Kopenhagen, Dänemark.

Auf die Rechte, die im übrigen den Arbeitnehmern aus den Gemeinschaftsländern zustehen, wird im folgenden hingewiesen:

A-1



- Gleichbehandlung mit den inländischen Arbeitnehmern hinsichtlich:

A-1.00



- des Rechtes, eine freie Stelle zu besetzen;

A-1.10



- des Rechtes auf Amtshilfe bei der Suche nach einer Beschäftigung

A-1.20



- des Rechtes, eine Beschäftigung auszuüben;

In Dänemark gibt es keine Gesetze oder Regelungen, welche dänische Arbeitnehmer und Arbeitnehmer aus den Mitgliedsländern der Europäischen Gemeinschaften im Hinblick auf Entlohnung, Kündigung, Zugang zur Wiederbeschäftigung oder bei der Suche einer neuen Beschäftigung im Falle von Arbeitslosigkeit unterschiedlich behandeln.

A-1.30



- der Ausübung der gewerkschaftlichen Rechte und der Arbeitnehmervertretungen in den Betrieben.

In Dänemark beschäftigte Arbeitnehmer aus Mitgliedsländern der Europäischen Gemeinschaften können Gewerkschaften beitreten und die allgemeinen Mitgliedsrechte genießen.



Das Arbeitsministerium hat in einem Erlaß Bestimmungen über obligatorische Arbeitslosenversicherung für Arbeitnehmer aus den Mitgliedsländern der Gemeinschaft festgesetzt. Ein Ausländer, der davon befreit ist, eine Arbeitserlaubnis zu beantragen, und der, nachdem er in einem anderen Gemeinschaftsland beschäftigt und in einer Arbeitslosenversicherung Mitglied war, nun in Dänemark beschäftigt wird, muß demnach Versicherter der betreffenden anerkannten Arbeitslosenkasse sein.

Dies gilt nicht für Arbeitnehmer, die mehr als zwei Jahre ununterbrochen Mitglieder der Arbeitslosenkasse gewesen sind.

A-2



— Die Ausstellung der «Aufenthaltsereaubnis für Angehörige eines Mitgliedstaats der EWG» für:

A-2.00



— Dauerarbeitnehmer,

Arbeitnehmer, welche Angehörige eines Mitgliedstaats sind, in Dänemark einen festen Wohnsitz einrichten und eine Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis ausüben wollen, müssen innerhalb drei Monaten nach der Einreise die Aufenthaltserlaubnis für Angehörige eines Mitgliedstaats der Europäischen Gemeinschaften beantragen. Diese Aufenthaltserlaubnis wird mit einer Gültigkeitsdauer von fünf Jahren oder, wenn die erwartete Beschäftigung ein Jahr nicht übersteigt, mit einer der erwarteten Beschäftigung entsprechenden Gültigkeitsdauer erteilt.

Die Aufenthaltserlaubnis für Staatsangehörige der Europäischen Gemeinschaften wird vom Polizeipräsidenten (rigspolitichef) erteilt; der Antrag wird in Kopenhagen und Frederiksberg an den Polizeipräsidenten gerichtet, im übrigen an den betreffenden Polizeidirektor.

A-2.10



— Grenzarbeitnehmer,

Grenzarbeitnehmer können sich in Dänemark ohne besondere Genehmigung frei aufhalten und beschäftigt sein.

Grenzarbeitnehmer müssen sich bei dem Einwohnermeldeamt in der Gemeinde anmelden, in der ihr Arbeitsplatz liegt.

A-2.20



— Saisonarbeitnehmer.

Saisonarbeitnehmer sind von der Aufenthaltserlaubnis befreit, wenn sich der Aufenthalt in Dänemark nicht über mehr als drei Monate erstreckt. Übersteigt der Aufenthalt drei Monate, so



wird für den Betreffenden eine Aufenthaltserlaubnis für Staatsangehörige der Europäischen Gemeinschaften erteilt. Diese Erlaubnis wird für die erwartete Dauer der Beschäftigung erteilt.

Saisonarbeitnehmer müssen sich innerhalb fünf Tagen bei dem Einwohnermeldeamt in der Gemeinde melden, in der sie wohnen.

A-3



— Beweggründe für die Verweigerung der Aufenthaltserlaubnis.

Die Erteilung der Aufenthaltserlaubnis kann aus den in der Richtlinie Nr. 221 des Rates vom 25. Februar 1964 genannten Gründen der öffentlichen Ordnung, Sicherheit oder der Volksgesundheit verweigert werden. Einzeln angeführt sind diese Gründe in § 4, siehe § 2 des Gesetzes über die Einreise von Ausländern nach Dänemark, geändert durch Gesetz Nr. 155 vom 21. März 1973.

A-4



— Zugang zur Wohnung und Erlangen des Wohnungseigentums.

Arbeitnehmer aus Mitgliedsländern der Europäischen Gemeinschaften, die in Dänemark beschäftigt sind, können genau wie dänische Staatsbürger Wohnungen oder Zimmer mieten. (Es ist zu bemerken, daß ein Mangel an Mietwohnungen zu angemessenen Preisen besteht).

Arbeitnehmer aus Mitgliedsländern der Europäischen Gemeinschaften können ferner Einzelhäuser oder Eigentumswohnungen kaufen.

Die hierzu erforderlichen Erlasse wurden im Dezember 1972 vom dänischen Justizministerium veröffentlicht.

A-5



— Möglichkeit, mit der Familie im Aufnahmeland Wohnung zu nehmen.

Ein Staatsangehöriger der Europäischen Gemeinschaften, der sich als Arbeitnehmer, als selbständiger Gewerbetreibender oder als Ausführer oder Empfänger von Dienstleistungen in Dänemark niederlassen möchte, hat das Recht, folgende Familienangehörige ungeachtet ihrer Staatsangehörigkeit mitzubringen:

- a) seinen Ehegatten sowie dessen Nachkommen in absteigender Linie, die noch nicht 21 Jahre alt sind oder denen Unterhalt gewährt wird;
- b) seine und seines Ehegatten Verwandte in aufsteigender Linie, denen er Unterhalt gewährt.



Voraussetzung für das Recht der Familienangehörigen, sich in Dänemark aufzuhalten, ist, daß der Staatsangehörige der Europäischen Gemeinschaften über eine für seine Familie angemessene Wohnung verfügt. In diesem Zusammenhang ist zu bemerken, daß Staatsbürger der Gemeinschaftsländer, die in Dänemark beschäftigt sind, Mietzulagen erhalten können. Der Umfang der Mietzulage hängt im allgemeinen von Größe und Einkommen der Familie sowie von der Höhe der Miete ab.



A-6

- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der sozialen Sicherheit für die innerhalb der Gemeinschaft wandernden Arbeitnehmer.

Dänemark hat ohne Vorbehalt die Verordnungen EWG/1408/71 und 574/72 angenommen.

Die in Dänemark beschäftigten Staatsbürger aus den Europäischen Gemeinschaften und ihre Angehörigen haben im allgemeinen den gleichen Anspruch auf Sozialleistungen wie dänische Staatsbürger.

Bei Invalidenrenten, Witwenrenten und Volkspension hängt die Frage der Leistung solcher Renten und ihrer Aufteilung zwischen Dänemark und den übrigen Mitgliedstaaten von der Zeit ab, in der sich der betreffende Staatsbürger der Europäischen Gemeinschaften in Dänemark aufgehalten hat und beschäftigt gewesen ist (siehe unten) und in den übrigen Gemeinschaftsländern Mitglied der Versicherungsordnungen gewesen ist.

A-7



- Praktische Hinweise.

Was die Leistungen der ARBEITSLÖSENVERSICHERUNG betrifft, so wird ein in Dänemark beschäftigter Staatsangehöriger der Europäischen Gemeinschaften von der Arbeitslosenkasse, bei der er Mitglied ist, Arbeitslosengeld erhalten können, wenn die Arbeitslosigkeit durch Rückfrage beim öffentlichen Arbeitsamt nachgewiesen worden ist.

Tagegelder gemäß der KRANKENVERSICHERUNGSORDNUNG können vom Arbeitgeber oder vom Sozialausschuß in der Wohngemeinde nach den gleichen Regeln entrichtet werden, die für dänische Staatsbürger gelten.

Für ANDERE SOZIALLEISTUNGEN kann man sich an den Sozialausschuß in der Wohngemeinde wenden.



A-0



— Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake «het vrije verkeer van werknemers».

EEG-Verordening I6I2/68 inzake het vrije verkeer van arbeidskrachten werd in Denemarken gelijktijdig met het EEG-verdrag goedgekeurd. Bijgevolg wordt deze verordening rechtstreeks in Denemarken van toepassing met ingang van I.I.1973.

De bijzondere instantie, die ingevolge artikel I4, lid 3 van de Verordening, dient te zorgen voor de betrekkingen tussen de Commissie en de overeenkomstige instanties in de overige lid-staten, is wat Denemarken betreft (afgezien van Groenland) het directoraat voor arbeidsvraagstukken, Adelgade I3, I304 Kopenhagen, Denemarken.

Wat betreft de rechten waarop de uit de landen van de EEG afkomstige arbeidskrachten aanspraak kunnen maken, dient te worden gewezen op het volgende :

A-1



— Gelijkheid van behandeling met de nationale werknemers inzake:

Er bestaan in Denemarken geen wetten of regelingen die een onderscheid maken tussen Deense werknemers en loontrekkenden uit de lid-staten van de EG, voor wat betreft bezoldiging, ontslag-aanzegging, wedertewerkstelling of bij het zoeken naar een nieuwe betrekking in geval van werkloosheid.

A-1.00.-



— het recht om op een openstaande betrekking in te gaan;

A-1.10



— het recht op bijstand van de arbeidsbureaus bij het zoeken naar werk;

A-1.20



— het recht om arbeid in loondienst te verrichten;

A-1.30



— het recht tot uitoefening van syndicale rechten en van vertegenwoordiging van het personeel in de onderneming.

Werknemers uit de lid-staten van de EG, die zijn tewerkgesteld in Denemarken, kunnen lid worden van een vakvereniging en als zodanig alle rechten verkrijgen die aan dit lidmaatschap zijn



verbonden.

Het ministerie van Arbeid heeft in een besluit voorschriften vastgelegd betreffende de verplichte werkloosheidsverzekering voor werknemers die afkomstig zijn uit de lid-staten van de Gemeenschap. Krachtens deze voorschriften dient een buitenlander, die niet in het bezit hoeft te zijn van een arbeidsvergunning, en die, na eerst tewerkgesteld te zijn geweest in een ander EEG-land en daar aangesloten te zijn geweest bij een werkloosheidsverzekering, hier te lande in het arbeidsproces wordt opgenomen, zich opnieuw aan te sluiten bij de betreffende erkende werkloosheidskas.

Deze verplichting geldt niet voor werknemers die gedurende meer dan 2 jaar onafgebroken bij een werkloosheidskas aangesloten zijn geweest.

A-2



— De verlening van de «verblijfskaart aan een onderdaan van een lid-staat der EEG» voor:

A-2.00



— de blijvende werknemers,

Werknemers die onderdaan zijn van één van de EEG-landen en die zich hier te lande vast willen vestigen en een beroep in loondienst uitoefenen, dienen binnen drie maanden nadat zij het land zijn binnengekomen, een verzoek in te dienen om een verblijfskaart voor onderdanen uit EG-landen. De afgegeven EEG-verblijfskaart heeft een geldigheidsduur van 5 jaar; bedraagt de verwachte duur van tewerkstelling niet meer dan 1 jaar, dan is de geldigheidsduur in overeenstemming met deze verwachte termijn van tewerkstelling.

De EG-verblijfskaart wordt afgegeven door het hoofd van de rijkspolitie en het verzoek moet, wat Kopenhagen en Frederiksberg betreft, worden gericht tot het hoofd van de rijkspolitie; in alle overige gebieden tot de betreffende politiecommissaris.

A-2.10



de grensarbeiders,

Grensarbeiders hebben om in Denemarken te verblijven of een beroep uit te oefenen, geen bijzondere vergunning nodig. Grensarbeiders moeten zich laten inschrijven in het bevolkingsregister van de gemeente waar in ze zijn tewerkgesteld.



A-2.20

**— de seizoenarbeiders.**

Seizoenarbeiders, die korter dan 3 maanden in het land verblijven, moeten niet in het bezit zijn van een verblijfskaart. Bedraagt hun verblijfsduur langer dan 3 maanden, dan wordt aan de betrokkenen een EEG-verblijfskaart afgegeven. De geldigheidsduur van deze kaart stemt overeen met de verwachte duur van tewerkstelling van de betrokkene.

Seizoenarbeiders moeten zich binnen de 5 dagen laten inschrijven in het bevolkingsregister van de gemeente waarin ze woonachtig zijn.

A-3

**— Redenen van weigering van de verblijfskaart.**

Afgifte van de verblijfskaart kan worden geweigerd op grond van de in ministerieel besluit No. 22I van 25 februari 1964 genoemde redenen met betrekking tot de openbare orde, de veiligheid of de gezondheid. Deze redenen worden meer gedetailleerd aangeduid in § 4 juncto § 2 van de wet inzake de toegang tot het land van buitenlanders, laatselijk gewijzigd bij wet No. 155 van 21 maart 1973.

A-4

**— Recht op huisvesting en op eigendomsverwerving van woning.**

Werknemers, die afkomstig zijn uit de lid-staten van de EEG en die zijn tewerkgesteld in Denemarken, hebben voor wat betreft het huren van woongelegenheden, dezelfde rechten als de Deense onderdanen. (Opgemerkt zij dat er een tekort is aan huurwoningen tegen een matige huurprijs).

De werknemers uit de EEG-landen bestaat voorts de mogelijk een eengezinswoning te kopen of een appartement in eigendom te verwerven. De hierop betrekking hebbende besluiten werden door het Deense ministerie van Justitie in december 1972 bekendgemaakt.

A-5

**— Mogelijkheid van vestiging met de familie in het land van verblijf.**

De EG-onderdaan, die zich hier te lande als loontrekkende, zelfstandige als producent c.q. consument van dienstverlenende activiteiten wil vestigen, kan zich door de volgende familieleden laten vergezellen (ongeacht de nationaliteit van deze familieleden) :

a) zijn echtgenote en hun nakomelingen in rechte lijn, die jonger zijn dan 21 jaar of door hen worden onderhouden.

b) de verwanten in opgaande lijn van hem en zijn echtgenote wanneer deze door hem worden onderhouden.



De familieleden kunnen alleen dan hier te lande verblijven, wanneer de EG-onderdanen de beschikking hebben over één voor het gezin passende woongelegenheden. In dit verband zij opgemerkt, dat de onderdanen uit de EG-landen die in Denemarken zijn tewerkgesteld, zich voor het huren van woongelegenheden kunnen aansluiten bij een woningverzekering. De grootte van deze verzekering zal in het algemeen afhankelijk zijn van de gezinsgrootte, het inkomen van het gezin en het bedrag van de huishuur.



A-6

— Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake sociale zekerheid voor de werknemers die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen.

De EG-Verordening en nrs. 1408/71 en 574/72 werden door Denemarken zonder voorbehoud goedgekeurd.

De hier te lande tewerkgestelde EG-onderdanen en hun gezinsleden hebben in het algemeen dezelfde rechten op sociale voorzieningen als de Deense onderdanen.

Wat betreft het invaliditeit-, weduwen- en ouderdomspensioen, is de toekenning van dergelijke pensioenen en de vraag hoe de financiering ervan over Denemarken en de overige lid-staten moet zijn verdeeld afhankelijk van de tijd die de betrokken EG-onderdaan in Denemarken heeft verbleven of gewerkt (zie hieronder), dan wel in de andere EG-landen verzekerd is geweest.



A-7

— Praktische raadgevingen.

Wat betreft de uitkering krachtens de WERKLOOSHEIDSVZERZEKERING,

kan een hier te lande tewerkgestelde EG-onderdaan enkel een werkloosheidsuitkering ontvangen via diens werkloosheidskas, nadat van de werkloosheid officieel mededeling is gedaan bij de arbeidsbemiddelaar.

De dagvergoedingen in het kader van de ZIEKTEVERZEKERING kunnen enkel worden uitbetaald door de werkgever of door de sociale dienst van de gemeente waarin de betrokkene woonachtig is, overeenkomstig dezelfde voorschriften welke gelden voor de Deense onderdanen.

Om in aanmerking te komen voor ANDERE SOCIALE VOORZIENINGEN,

dient door de betrokkenen een aanraag te worden gericht tot de sociale dienst van de gemeente waarin hij woonachtig is.



A-0

— General information on the Community provisions with regard to «freedom of movement of workers».



E.C. Decree N° 1612/68 regarding worker's freedom of movement was ratified by Denmark simultaneously with Treaty of Accession. Hence it is directly effective in Denmark as from 1.1.1973.

The special office responsible for co-ordination between the Commission and the other Member States under the terms of Art. 14 para 3,, shall be, as far as Denmark (excluding Greenland) is concerned, the Directorate of Labour (Arbejdsdirektoratet) Adelgade 13. 1304 Kobenhavn, Denmark. With regard to the rights acquired by workers from Community countries, we would point out the following :

A-1

— Equality of treatment with national workers as regards:



A-1.00

— the right to fill a vacancy;



A-1.10

— the right to benefit from the assistance of employment offices to find employment;



A-1.20

— the right to follow employment;



In Denmark there are no laws or regulations which make a distinction between Danish workers and wage-earners from EEC countries as regards pay, period of notice of dismissal, the right to follow employment or to benefit from the assistance of employment.



A-1.30

— the exercise of trade union rights and of staff representation in the undertaking.



Wage-earners from EEC countries, who are employed in Denmark may become members of trade unions with the normal rights that membership entails. The Ministry of Labour has laid down rules in a directive regarding compulsory unemployment insurance for wage earners from member countries of the Community. According to this directive, if he has been employed and been paying unemployment insurance in another EEC country, takes up work in Denmark, he shall become a full member of the corresponding recognised unemployment fund. This requirement does not include wage earners who have been members of an unemployment fund continuously for two years.

A-2

— The issue of the «residence permit for nationals of a Member State of the EEC» for:



A-2.00

— permanent workers;



Wage earners who are EEC nationals and who wish to take up permanent residence and paid employment in Denmark must apply within three months after arrival for a residence permit for nationals of an EEC country. The EC residence permit will be issued with a validity corresponding to the expected duration of the employment. The EEC residence permit is issued by the national Chief of Police to whom application shall be made in Copenhagen or Frederiksberg to the Chief of Police or to the relevant Senior Police Officer.

A-2.10

— frontier workers;



Frontier workers may reside and work freely in this country without special permission being required. They shall have their names registered in the National Register (Folkeregister) if the municipality (Kommune) in which the place of employment is located.



A-2.20

— seasonal workers;



Seasonal Workers are exempted from having a residence permit when the stay in Denmark does not exceed 3 months. Should the stay extend beyond 3 months an EEC residence permit will be issued with a validity according to the estimated duration of the employment.

Seasonal workers must report to the National Register in the Municipality in which they live, within 5 days of arrival.

A-3

— Reasons for refusal of residence permit



A residence permit may be refused for the reasons set out in Council Directive N° 221 of 25th February 1964 namely in regard to public order, security or health. These reasons are defined in greater detail in § 4 of § 2 of the Law on Admission of Aliens to the country, as amended by Law N° 155 of 21st March 1973.

A-4

— Access to housing and to the ownership of housing



Wage earners coming from Member Countries of the EEC and employed in Denmark have the right to rent dwellings or rooms alongside Danish nationals. (It should be noted that there is a shortage of dwellings to let at a moderate rent). Wage earners from EEC Member Countries have, moreover, the right to purchase freehold or leasehold property. The necessary decrees on this subject were issued by the Danish Ministry of Justice in December 1972.

A-5

— Possibility of the worker settling with his family in the host country



An EEC national wishing to settle in Denmark as a wage-earner, or self employed person, or to give or receive work of a service nature is entitled to take with him the following members of his family, irrespective of their nationality.

- A) his wife and their direct descendants under the age of 21, or those maintained by him;
- B) his or his wife's relatives in ascending line, where these are maintained by him.



It is a condition of the family members being allowed to stay in this country that the EEC national has a dwelling suitable for the family. In this connection it should be noted that EEC national working in Denmark are entitled to property insurance in connection with the lease of the dwelling. The amount of the insurance will generally depend on the size of the family, the family income and the rent payable.

A-6

— General information on the Community provisions with regard to social security for workers moving within the Community



EC Decree 1408/71 and 574/72 have been ratified by Denmark without any reservations.

EC nationals working in Denmark and their families have in general the same entitlement to social payments as Danish nationals. Regarding invalid pensions, widow's pensions and national pensions, the question of payment of these and their sharing between Denmark and the other Member States depends on the time the EEC national has been living and working in Denmark (see below) and how long he has been a member of an insurance scheme in the other countries.

A-7

— Practical advice



In regard to payments from unemployment insurance funds, an EEC national working in this country will only be able to obtain unemployment benefit through the unemployment insurance scheme of which he is a member, after his unemployment has been certified by applying to the public employment office. Daily allowance under the Health Insurance regulations can be paid by the employer or social committee of the municipality in which he resides, according to the same rules as apply to Danish nationals. As regards entitlement to other social payments, applications should be made to the local social committee.



- Almindelige oplysninger om fællesmarkedsbestemmelser angående «arbejdskraftens fri bevægelighed».

EF-forordning 1612/68 om arbejdskraftens frie bevægelighed blev tiltrådt af Danmark samtidig med EF-traktaten.

Den har herefter umiddelbar gyldighed i Danmark fra 1.1.1973.

Det særlige kontor, som i henhold til forordningen art. 14, stk. 3 skal varetage forbindelsen mellem Kommissionen og de øvrige medlemsstaters tilsvarende kontorer, er for så vidt angår Danmark (bortset fra Grønland) arbejdsdirektoratet, Adelgade 13, 1304 København, Danmark.

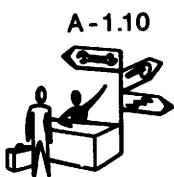
Med hensyn til de rettigheder, som iøvrigt tilkommer arbejdskraft fra landene inden for EF, skal man henvisе til det følgende:



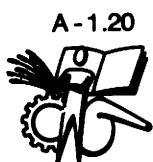
- Ligebehandling med indenlandske lømodtagere angående:



- ret til en ledig beskæftigelse;



- retten til at få bistand fra arbejdsformidlingskontorerne til at søge en beskæftigelse;



- retten til at udøve en beskæftigelse;

Der er i Danmark ingen love eller reguleringer, som gør forskel mellem danske arbejdere og lømodtagere fra medlemslandene i EF, for så vidt angår aflønning, afskedigelsesvarsler, adgang til genbeskæftigelse eller til at søge en ny stilling i tilfælde af arbejdsløshed.



A-1.30



— udøvelse af fagforeningsrettigheder og retten til personalerepræsentation i virksomheden.

Lønmodtagere fra EF-medlemslandene, som har beskæftigelse i Danmark, har adgang til at blive medlemmer af fagforeninger med almindelige medlemsrettigheder.

Arbejdsministeriet har i en bekendtgørelse fastsat regler om obligatorisk arbejdsløshedsforsikring for de lønmodtagere, der kommer fra medlemslande i Fællesskabet. Herefter skal en udlænding, der er fritaget for pligten til at have arbejdstilladelse, og som efter beskæftigelse og medlemskab af arbejdsløshedsforsikringen i et andet EF-land beskæftiges her i landet, være nydende medlem af vedkommende anerkendte arbejdsløshedskasse.

Pligten omfatter ikke lønmodtagere, der uafbrudt har været medlem af arbejdsløsheds-kassen i over 2 år.

A-2



— Udstedelse af «opholdstilladelse for statsborgere i et EF medlemsland»:

A-2.00



— permanente arbejdere;

Lønmodtagere, der er EF-statsborgere, og som ønsker at tage fast ophold og udøve lønnet beskæftigelse her i landet, skal inden 3 måneder efter indrejsen ansøge om opholdsbevis for statsborgere i et EF-medlemsland. EF-opholdsbeviset udstedes med en gyldighedstid på 5 år, eller hvis den forventede beskæftigelse ikke overstiger 1 år, med en gyldighedsperiode svarende til beskæftigelsens påregnede varighed.

EF-opholdsbevis udstedes af rigspolitichefen og ansøgning indgives i København og Frederiksberg til rigspolitichefen, iøvrigt til vedkommende politimester.



A-2.10



— grænsearbejdere;

Grænsearbejdere kan frit opholde sig og have beskæftigelse her i landet uden særlig tilladelse.

Grænsearbejdere skal tilmelde sig folkeregistret i den kommune, hvor arbejdsstedet er.

A-2.20



— sæsonarbejdere;

Sæsonarbejdere er, når opholdet her i landet ikke strækker sig over 3 måneder, fritaget for opholdsbevis. Overstiger opholdet 3 måneder, udstedes der et EF-opholdsbevis til den pågældende. Dette bevis vil få en gyldighedstid efter beskæftigelsens påregnede varighed.

Sæsonarbejdere skal inden 5 dage tilmelde sig folkeregistret i den kommune, hvor de bor.

A-3



— Grunde til nægtelse af opholdstilladelse

Opholdsbevis kan nægtes udstedt af de i rådsdirektiv nr. 221 af 25. februar 1964 nævnte grunde af hensyn til den offentlige orden, sikkerhed eller sundhed. Disse grunde er nærmere opregnet i § 4, jfr. § 2 i lov om udlændinges adgang til landet, som ændret ved lov nr. 155 af 21. marts 1973.

A-4



— Adgang til bolig og til at eje en bolig

Lønmodtagere, der kommer fra medlemslandene i EF og som er beskæftiget i Danmark, har adgang til at leje bolig eller værelse sidestillet med danske statsborgere. (Det bemærkes, at der er en knaphed på lejede boliger til en moderat pris).

Lønmodtagere fra EF-medlemslandene har endvidere adgang til at købe parcelhus eller ejerlejlighed.

De herfor nødvendige bekendtgørelser er udsendt af det danske justitsministerium i december 1972.



A-5



— Mulighed for at bosætte sig med familie i modtagerlandet

En EF-statsborger, der ønsker at nedsætte sig her i landet som lønmodtager, selvstændig erhvervsdrivende eller som yder eller modtager af tjenesteydelser, har ret til at medtage følgende familiemedlemmer uanset disses nationalitet:

- a) hans ægtefælle og deres efterkommere i lige linie, der er under 21 år eller forsørges af ham.
- b) hans og hans ægtefælles slægtninge i opstigende linie, når disse forsørges af ham.

Det er en forudsætning for familiemedlemmernes ret til at opholde sig her i landet, at EF-statsborgeren råder over en for familien passende bolig. Det bemærkes i denne forbindelse, at statsborgere fra EF-landene, der er beskæftigede i Danmark, har adgang til at få boligsikring i forbindelse med leje af bolig. Boligsikringsstørrelse vil i almindelighed være afhængig af familiestørrelse, familieindkomst og huslejens størrelse.

A-6



— Almindelige informationer om fællesmarkedsbestemmelserne vedrørende social sikkerhed for lønmodtagere, der flytter inden for Fælleskabet

EF-forordning 1408/71 og 574/72 er tiltrådt af Danmark uden forbehold.

De her i landet beskæftigede EF-statsborgere med familie har i almindelighed samme rettigheder til sociale ydelser som danske statsborgere.

For så vidt angår invalidepensioner, enkepensioner og folkepensioner, er spørgsmålet om ydelse af sådanne pensioner og fordelingen af dem mellem Danmark og de øvrige medlemsstater afhængig af den tid, i hvilken den pågældende EF-statsborger har opholdt sig og været beskæftiget i Danmark (jfr. nedenfor), og i de andre EF-lande har været medlem af forsikringsordningerne.



A-7



— Praktiske råd

For så vidt angår ydelser fra arbejdsløshedsforsikringen, vil en her i landet beskæftiget EF-statsborger kunne få arbejdsløshedsunderstøttelse gennem den arbejdsløshedskasse, af hvilken pågældende er medlem, efter at arbejdsløsheden er dokumenteret ved henvendelse til den offentlige arbejdsformidling.

Dagpenge i henhold til sygesikringsordningen vil kunne udbetales af arbejdsgiveren eller af det sociale udvalg i bopælskommunen efter samme regler, som gælder for danske statsborgere.

For så vidt angår adgangen til andre sociale ydelser, vil henvendelse skulle rettes til det sociale udvalg i bopælskommunen.

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

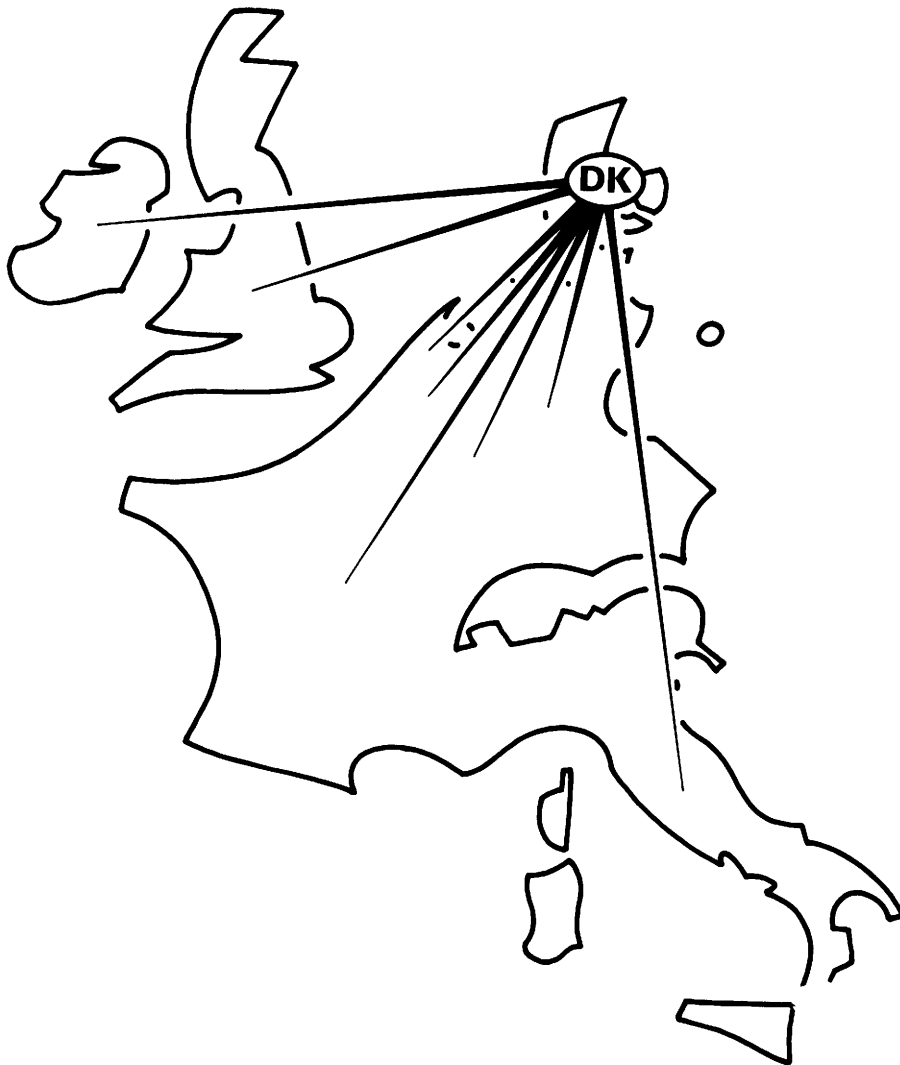
**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

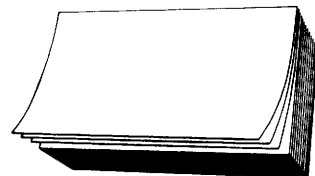
**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**



- INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PAYS
- INFORMAZIONI GENERALI SUL PAESE
- ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DAS LAND
- ALGEMENE INLICHTINGEN OVER HET LAND
- GENERAL INFORMATION ON THE COUNTRY
- ALMINDELIGE OPLYSNINGER OM LANDET



- Informations mises à jour le:*
- Informazioni aggiornate al:*
- Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:*
- Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:*
- Information brought up to date on:*
- Oplysninger ført à jour den:*





TOUTES LES INFORMATIONS FOURNIES CI-APRÈS SONT VALABLES - SAUF MENTION CONTRAIRE EXPRESSE - POUR LE DANEMARK, À L'EXCLUSION DES ILES FAEROER ET DU GROENLAND

B-0

Situation géographique

LE ROYAUME DU DANEMARK, LA PLUS MÉRIDIONAL DES PAYS SCANDINAVES EST ENTOURÉ PAR LA MER, À L'EXCEPTION DE 50 KM DE FRONTIÈRES TERRESTRES AVEC LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE.

B-1

Superficie43.070 KM²

B-2

Climat

LE DANEMARK A UN CLIMAT CÔTIER MARQUÉ, AVEC DES TEMPÉRATURES HIVERNALES MOYENNES DE 0° C ENVIRON ET DES TEMPÉRATURES ESTIVALES DE 20° ENVIRON. LE VENT DOMINANT EST D'OUEST ET LES PRÉCIPITATIONS ANNUELLES MOYENNES SONT DE 664 MM.

B-3

Population

AU 1ER JANVIER 1972 : HOMMES 2.470.193 FEMMES : 2.505.460

B-3.0

dont: population étrangère

NOMBRE D'ÉTRANGERS AYANT UNE AUTORISATION DE SÉJOUR (1) AU 1ER JANVIER 1972: 54.119.

(1) À L'EXCLUSION DES RESSORTISSANTS DE FINLANDE, D'ISLANDE, DE NORVÈGE ET DE SUÈDE, QUI NE DOIVENT PAS ÊTRE EN POSSESSION D'UNE AUTORISATION DE SÉJOUR.

**B-3.1** **travailleurs salariés occupés**

NOMBRE DE TRAVAILLEURS SALARIÉS OCCUPÉS : 1.966.300

B-3.10 dont: **agriculture****B-3.11** dont: **industrie****B-3.12** dont: **services****B-3.20** **travailleurs étrangers occupés**

NOMBRE D'ÉTRANGERS AYANT UN PERMIS DE TRAVAIL (1) AU 1ER JANVIER 1972: 10.398 EN PROVENANCE DES CÉ - EN PROVENANCE D'AUTRES PAYS: 26.050.

(1) A L'EXCLUSION DES RESSORTISSANTS DE FINLANDE, D'ISLANDE, DE NORVÈGE ET DE SUÈDE, QUI NE DOIVENT PAS ÊTRE EN POSSESSION D'UN PERMIS DE TRAVAIL. CE NOMBRE N'A PAS ÉTÉ ÉTABLI SUR LA MÊME BASE QUE CELUI FIGURANT SOUS LE POINT B - 3.1. LES DEUX INDICATIONS NE SONT DONC PAS DIRECTEMENT COMPARABLES.

B-3.21 dont: **travailleurs communautaires****B-4** **Capitale**

KOPENHAGUE, 814.000 HABITANTS



B-5

Langue



DANOIS.

B-6

Régime politique



LE DANEMARK EST UNE MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE, DONT LE TRÔNE EST OCCUPÉ PAR LA REINE MARGRETHE. LE POUVOIR POLITIQUE EST EXERCÉ PAR LE PARLEMENT (FOLKETING) ET LE GOUVERNEMENT. LE RÉGIME EST PARLEMENTAIRE, SI BIEN QUE LE GOUVERNEMENT EST TENU DE DÉMISSIONNER AU CAS OÙ UNE NOTION DE MÉFIANCE EST VOTÉE PAR LE PARLEMENT. CELUI-CI EST CONSTITUÉ D'UNE SEULE CHAMBRE ET COMPTE 179 MEMBRES. LES CITOYENS DANOIS DOMICILIÉS AU DANEMARK ET ÂGÉS DE 20 ANS ACCOMPLIS ONT LE DROIT DE VOTE POUR LE PARLEMENT. LA LÉGISLATURE EST DE 4 ANS, MAIS LE GOUVERNEMENT PEUT DISSOUDRE LE PARLEMENT ET DÉCRÉTER DE NOUVELLES ÉLECTIONS AVANT L'EXPIRATION DE CETTE PÉRIODE DE 4 ANS.

B-7

Economie



VENTILATION DES PERSONNES ACTIVES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ -
MAI 1972

AGRICULTURE, PÊCHE, ETC.	243.000
INDUSTRIE ET AUTRES ACTIVITÉS DE FABRICATION	659.700
CONSTRUCTION ET TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL	207.900
COMMERCE ET ÉCHANGES	373.600
TRANSPORT	152.700
ADMINISTRATION PUBLIQUE ET PROFESSIONS LIBÉRALES	575.400
ACTIVITÉS DE SERVICE	152.500
DIVERS	43.500
<hr/>	<hr/>
TOTAL	2.414.200

POPULATION ACTIVE VENTILÉE PAR STATUT

INDÉPENDANTS	330.400
EMPLOYÉS	943.700
TRAVAILLEURS QUALIFIÉS	304.000
TRAVAILLEURS NON QUALIFIÉS	698.900
GENS DE MAISON	19.400
AIDES FAMILIAUX (ÉPOUSES)	117.500
<hr/>	<hr/>
TOTAL	2.414.200

SOURCE: ENQUÊTE STATISTIQUE SUR L'EMPLOI DU 3 MAI 1972



B-8

Enseignement

LE JARDIN D'ENFANTS : (FACULTATIF) POUR LES ENFANTS DE 5 À 7 ANS
LA "FOLKESKOLE", QUI COMPREND LA "HOVEDSKOLE" D'UNE DURÉE DE 10 ANS (ANNÉES D'ÉTUDE 1 À 10 ANS) AINSI QUE LE "REALAFDELING" NORMALEMENT ACCESSIBLE À PARTIR DE LA 7ÈME ANNÉE D'ÉTUDE. LE "REALAFDELING" OU "REALSKOLE" A UNE DURÉE DE TROIS ANS ET SE TERMINE PAR UN EXAMEN.

LE "GYMNASI" ACCESSIBLE APRÈS LA 2ÈME OU LA 3ÈME ANNÉE DU "REALAFDELING". L'ACCÈS EST SUBORDONNÉ À UNE DÉCLARATION D'APTITUDE DE LA "REALSKOLE" ET ÉVENTUELLEMENT À UN EXAMEN. L'EXAMEN FINAL (STUDENTEREKSAMEN) DONNE ACCÈS À LA PLUPART DES FORMES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

LE "HOJERE FORBEREDELSESEKSAMEN": UN ENSEIGNEMENT DE DEUX ANS ACCESSIBLE AU TERME DE LA 10 ÈME ANNÉE DE LA "HOVEDSKOLE" A OU APRÈS PASSAGE DE L'EXAMEN DU "REALAFDELING" (REALSEKSAMEN) ET QUI DONNE ACCÈS À L'ÉCOLE NORMALE (SEMINARRIEUDDANNELSEN) OU À D'AUTRES FORMES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES.

B-8.0

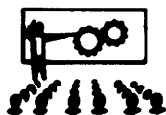
Organisation scolaire

B-8.1

Obligation scolaire

L'OBLIGATION SCOLAIRE CONCERNE LES ENFANTS QUI, AU DÉBUT DE L'ANNÉE SCOLAIRE, ONT 7 ANS ACCOMPLIS, ET S'ÉTEND ENSUITE SUR 9 ANS.

B-8.2

Organisation de la formation professionnelle

APPRENTISSAGE : IL EST BASÉ SUR UN CONTRAT ENTRE L'APPRENTI ET L'ENTREPRISE. L'ÉLÈVE REÇOIT SIMULTANÉMENT UNE FORMATION PRATIQUE DANS L'ENTREPRISE ET UNE FORMATION THÉORIQUE À L'ÉCOLE TECHNIQUE POUR APPRENTIS (TEKNISKE LAERLINGESKOLE). L'APPRENTI A DROIT AU SALAIRE COMPLET, Y COMPRIS POUR LES PÉRIODES PENDANT LESQUELLES IL SUIT EXCLUSIVEMENT LES COURS DE L'ÉCOLE TECHNIQUE. LA FORMATION SE TERMINE PAR LA DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE (SVENDEBFFV). POUR LES APPRENTIS DU SECTEUR DU COMMERCE ET DES ACTIVITÉS DE BUREAU, IL EXISTE ÉGALEMENT UNE ALTERNANCE DE FORMATION THÉORIQUE ET D'ENSEIGNEMENT PRATIQUE. L'APPRENTISSAGE SE TERMINE PAR L'EXAMEN D'AUXILIAIRE COMMERCIAL (HANDELSMEDHJAELEPEREKSAMEN). DANS CE SECTEUR, UNE FORMATION COMPLÉMENTAIRE EST DISPENSÉE PAR LES ÉCOLES DE COMMERCE DE NIVEAU INFÉRIEUR (HANDELSSKOLER) ET MOYEN (HANDELSGYMNASIER) ET



SE TERMINE PAR UN EXAMEN CORRESPONDANT (HENDFISEKSAMEN ET HOJERE HANDELSEKSAMEN). ENFIN, LES ASSISTANTS TECHNIQUES, LES ASSISTANTS DE LABORATOIRE ETC., REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE FORMATION PRATIQUE ET THÉORIQUE SPÉCIFIQUE.

JUSQU'À PRÉSENT, LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE BASE (FAGLIGE GRUNDUDDANNELSE) SE FONDAIT ESSENTIELLEMENT SUR L'APPRENTISSAGE, MAIS CES DERNIÈRES ANNÉES, UNE RÉFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EST APPLIQUÉE DANS LE CADRE DE LA LOI DU 7 JUIN 1972

(FORSOGSUDDANNELSE). AVEC CETTE RÉFORME, LA FORMATION PROFESSIONNELLE COMMENCE PAR UNE ANNÉE DE FORMATION DE BASE DANS DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ; L'ÉLÈVE SUIT ENSUITE **UN ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL GÉNÉRAL OU APPROFONDI DANS UNE BRANCHE** OU UNE SPÉCIALISATION PROFESSIONNELLE. LA DURÉE DE CETTE FORMATION DÉPEND DES CONDITIONS PROPRES À CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITÉ. LA FORMATION COMPLÉMENTAIRE DES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS (EFTERUDDANNELSE AF FAGLAERTE) A ÉTÉ INSTITUÉE ET PEUT ÊTRE DISPENSÉE AUX PERSONNES AYANT OU CHERCHANT UN EMPLOI DANS LE SECTEUR D'ACTIVITÉ CORRESPONDANT AUX COURS. IL FAUT EN OUTRE QUE L'INTÉRESSÉ AIT SUIVI LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE BASE À LAQUELLE SE RATTACHE LA FORMATION COMPLÉMENTAIRE EN QUESTION, OU QU'IL AIT ACQUIS UNE EXPÉRIENCE PRATIQUE APPROPRIÉE. LES TRAVAILLEURS NON QUALIFIÉS (IKKE-FAGLAERTE) SONT DEVENUS DES TRAVAILLEURS SPÉCIALISÉS (SPECIALARBEJDER), UN VÉRITABLE ENSEIGNEMENT SYSTÉMATIQUE AYANT ÉTÉ CRÉÉ POUR CETTE CATÉGORIE, QUI COMPREND ACTUELLEMENT ENVIRON 200 COURS DIFFÉRENTS POUR LA PLUPART DES SECTEURS D'ACTIVITÉ. LES BUREAUX DE MAIN-D'OEUVRE PEUVENT FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS SUR LES DIFFÉRENTES FORMES DE FORMATION PROFESSIONNELLE.

B-9

La politique sociale et les partenaires sociaux (bref aperçu)



LES PRINCIPALES PRESTATIONS PRÉVUES PAR LA LÉGISLATION SOCIALE DANOISE TOMBENT DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES:

1. PENSIONS SOCIALES

LA PENSION D'INVALIDITÉ (INVALIDEPENSION), LA PENSION DE RETRAITE (FOLKEPENSION) ET LA PENSION DE VEUVE (ENKELPENSION) SONT ACCORDÉES RESPECTIVEMENT AUX PERSONNES QUI REMPLISSENT LES CONDITIONS RELATIVES À L'INVALIDITÉ (LES DÉCISIONS À CE SUJET SONT PRISES PAR L'AUTORITÉ RESPONSABLE, À SAVOIR L'INVALIDEFORSKRINGSRETEN, AVEC POSSIBILITÉ D'APPEL), L'ÂGE OU LE VEUVAGE.

DANS CERTAINS CAS, IL PEUT ÊTRE PROCÉDÉ À DES RETENUES EN PROPORTION DU MONTANT DES REVENUS DÉPASSANT LA PENSION. DANS D'AUTRE CAS, DES SUPPLÉMENTS PEUVENT ÊTRE ACCORDÉS. EN RÈGLE GÉNÉRALE, LES RESSORTISSANTS DES ÉTATS MEMBRES DES CE OCCUPÉS AU DANEMARK ONT ACCÈS À LA PENSION COMPLÈTE CONFORMEMENT À LA LÉGISLATION DANOISE, À CONDITION QUE LES INTÉRESSÉS AIENT EU UN DOMICILE FIXE AU DANEMARK PENDANT UNE PÉRIODE DE 40 ANS ENTRE L'ÂGE DE 15 ANS ACCOMPLIS ET DE 67 ANS. EN CAS DE DURÉE DE SÉJOUR MOINDRE, ILS ONT DROIT À UNE PENSION PARTIELLE



DONT LE MONTANT EST FIXÉ À 1/40ÈME DE LA PENSION COMPLÈTE PAR ANNÉE DE SÉJOUR (LA DURÉE RÉELLE DE SÉJOUR EST MAJORÉE D'APRÈS DES RÈGLES PARTICULIÈRES POUR LE CALCUL DE LA PENSION D'INVALIDITÉ OU DE LA PENSION DE VEUVE). LES PENSIONS, TOTALEMENT FINANÇÉES PAR LE TRÉSOR, SONT GÉRÉES PAR L'ÉTAT ET LES COMMUNES. LES DEMANDES DE PENSION SONT ADRESSÉES À LA COMMISSION D'ASSISTANCE SOCIALE DE LA COMMUNE DE RÉSIDENCE. DES RÈGLES PARTICULIÈRES SONT FIXÉES POUR LA RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (TILLAEGSPENSION) DES TRAVAILLEURS SALARIÉS). CETTE RETRAITE DONT LE MONTANT EST CALCULÉ SUR LA BASE DES VERSEMENTS AU FONDS POUR LA RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (FOND FOR ARBEJDSMARKEDETS TILLAEGSPENSIONEN), EST GÉRÉE PAR UNE AUTORITÉ SPÉCIALE OÙ SONT REPRÉSENTÉS AUSSI BIEN L'ÉTAT QUE LES PARTENAIRES DU MARCHÉ DE L'EMPLOI.

2. ALLOCATION FAMILIALE (BORNETILSKUD) LES RESSORTISSANTS DES CE OCCUPÉS AU DANEMARK

LES RESSORTISSANTS DES CE OCCUPÉS AU DANEMARK REÇOIVENT UNE ALLOCATION, CONFORMÉMENT À LA LÉGISLATION DANOISE, POUR LES ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS QUEL QUE SOIT LE REVENU DES PARENTS OU DES ENFANTS ET INDÉPENDAMMENT DU AIT QUE LES ENFANTS SONT DOMICILIÉS AU DANEMARK OU À L'ÉTRANGER. LES INTÉRESSÉS DOIVENT S'ADRESSER À LA COMMISSION D'ASSISTANCE SOCIALE DE LA COMMUNE OÙ ILS SONT DOMICILIÉS.

3. ALLOCATIONS JOURNALIÈRES (DAGPENGE) - (PRESTATIONS EN CAS DE MALADIE, DE NAISSANCE OU DE CHÔMAGE).

A. LES ALLOCATIONS JOURNALIÈRES DE MALADIE SONT OCTROYÉES AUX INTÉRESSÉS - QUI ONT ÉTÉ AU SERVICE D'UN EMPLOYEUR PENDANT 40 HEURES AU MOINS AU COURS DES 4 DERNIÈRES SEMAINES - PAR L'EMPLOYEUR EN CAUSE PENDANT UNE DURÉE POUVANT ALLER JUSQU'À 5 SEMAINES. AU-DELÀ DE 5 SEMAINES, OU LORSQUE LES PERSONNES OCCUPÉES N'ONT PAS DROIT À L'ALLOCATION JOURNALIÈRE DE L'EMPLOYEUR, LA PRESTATION EST OCTROYÉE PAR LA COMMISSION D'ASSISTANCE SOCIALE DE LA COMMUNE DE RÉSIDENCE QUI GÈRE ÉGALEMENT LES PRESTATIONS EN NATURE (PAR EX. PAIEMENT DES SOINS MÉDICAUX) EN CAS DE MALADIE.

B. LES TRAVAILLEURS FÉMININS ABSENTS DU TRAVAIL POUR DES RAISONS DE GROSSESSE OU DE NAISSANCE ONT DROIT À UNE ALLOCATION JOURNALIÈRE PENDANT UNE PÉRIODE NORMALE DE 14 SEMAINES POUR AUTANT QUE CERTAINES CONDITIONS SOIENT REMPLIES EN CE QUI CONCERNE L'EMPLOI OCCUPÉ PRÉCÉDEMMENT.

C. L'ALLOCATION JOURNALIÈRE DE CHÔMAGE EST OCTROYÉE PAR LA CAISSE DE CHÔMAGE DONT L'INTÉRESSÉ EST MEMBRE (CF. CI -DESSUS), APRÈS CONSTATATION PAR LE BUREAU DE MAIN-D'OEUVRE COMPÉTENT QU'UN AUTRE EMPLOI APPROPRIÉ N'A PAS PU ÊTRE ATTRIBUÉ À L'INTÉRESSÉ.

4. AUTRES PRESTATIONS SOCIALES (NOTAMMENT INFORMATION ET ACCUEIL)
EN RÈGLE GÉNÉRALE, LES INTÉRESSÉS DOIVENT S'ADRESSER À LA COMMISSION D'ASSISTANCE SOCIALE DE LA COMMUNE DE RÉSIDENCE.



Tutte le informazioni fornite qui di seguito sono valide - salvo esplicita indicazione contraria - per la Danimarca, escluse le isole Faerøer e le Groenlandia

B-0

Situazione geografica

Il Regno di Danimarca, il più meridionale dei paesi scandinavi, è circondato dal mare, eccettuati 50 km di frontiera terrestre con la Repubblica federale di Germania.

B-1

Superficie43.070 km²

B-2

Clima

La Danimarca ha un mareato clima costiero, con temperature invernali medie di 0°C circa e temperature estive di 20°C circa. Il vento dominante è quello d'ovest, e le precipitazioni annuali medie sono di 664 mm.

B-3

Popolazione

Al 1° gennaio 1972: 2.470.193 uomini e 2.505.460 donne.

B-3.0

di cui: popolazione straniera

- Numero degli stranieri in possesso di permesso di soggiorno (1) al 1° gennaio 1972 : 54.119.

(1) Non compresi i cittadini della Finlandia, dell'Islanda, della Norvegia, della Svezia, che non sono assoggettati ad autorizzazione di soggiorno.



B-3.1 lavoratori dipendenti occupati



Numero dei lavoratori dipendenti occupati : 1.966.300

B-3.10 di cui: agricoltura



B-3.11 di cui: industria



B-3.12 di cui: servizi



B-3.20 lavoratori stranieri occupati



Numero degli stranieri in possesso di un permesso di lavoro (2) al 1° gennaio 1972:
10.398 provenienti dalle CE, e 26.050 provenienti da altri paesi.

(2) Non compresi i cittadini della Finlandia, dell'Islanda, della Norvegia e della Svezia, che non sono tenuti ad avere un permesso di lavoro.

Tale cifra non è stata determinata sulla stessa base di quella di cui al punto B - 3.1.

Le due indicazioni non sono quindi direttamente comparabili.

B-3.21 di cui: lavoratori Comunitari





B-4

Capitale

Copenhagen, 814.000 abitanti

B-5

Lingua

Danese

B-6

Regime politico

La Danimarca è una monarchia costituzionale, il cui trono è occupato dalla Regina Margrethe. Il potere politico è esercitato dal parlamento (Folketing) e dal governo. Il regime è parlamentare: il governo deve dimettersi in caso di mozione di sfiducia votata dal parlamento, che è costituito da una sola camera di 179 membri.

I cittadini danesi domiciliati in Danimarca, che hanno compiuto i 20 anni hanno il diritto di votare per il parlamento.

La legislatura è di 4 anni, ma il governo può sciogliere il parlamento e decretare nuove elezioni prima della scadenza periodo di 4 anni.

B-7

Economia

Ripartizione delle persone attive per settore di attività, maggio 1972.

Agricoltura, pesca, ecc.	243.000
Industria ed altre attività di fabbricazione	659.700
Edilizia e genio civili	207.900
Commercio e scambi	373.600
Transporti	152.700
Amministrazione pubblica e libere professioni	575.400
Servizi	152.700
Varie	48.500

Totale 2.414.200



Popolazione attiva, ripartita per statuto

Indipendenti	330.400
Impiegati	943.700
Lavoratori specializzati	304.000
Lavoratori non specializzati	698.900
Personale domestico	19.400
Coadiuvanti familiari (mogli)	117.500
Totale	<u>2.414.200</u>

Fonte : Inchiesta statistica sull' occupazione, del 3 maggio 1972.

B-8

Istruzione



Il giardino infantile (facoltativo) per bambini dai 5 ai 7 anni.

La "folkeskole" che comprende la "hovedskole" di 10 classi, e il "realafdeling" al quale si accede normalmente a partire dal 7° anno scolastico.

Il "realafdeling", detto anche "realskole", ha una durata di 3 anni e termina con un esame.

Il "gymnasiet", cui si accede dopo il 2° o il 3° anno del "realafdeling". L'accesso è subordinato ad una dichiarazione di idoneità rilasciata dalla "realskole" ed, eventualmente, ad un esame. L'esame finale (Studentereksamen) dà accesso alla maggior parte delle forme di insegnamento superiore.

L'"Højere Føberedelseseksamen" : corso di due anni, accessibile alle fine del 10° anno della "hovedskole" o passato l'esame del "realafdeling" (realeksamen) che consente di entrare al magistero (seminarieuddannelsen) o forme di studi superiori.

B-8.0

Assetto scolastico





B-8.1

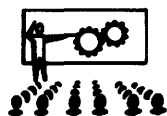
Obbligo scolastico



L'obbligo scolastico riguarda gli alunni che, all'inizio dell'anno scolastico hanno compiuto i 7 anni e dura 9 anni.

B-8.2

Assetto della formazione



Apprendistato esso è basato su un contratto tra l'apprendista e l'azienda. L'allievo riceve una formazione pratica nell'azienda ed una formazione teorica nella scuola tecnica per apprendisti (tekniske laerlingskole). L'apprendista ha diritto alla retribuzione integrale, ivi compresi i periodi durante i quali egli segue esclusivamente i corsi della scuola tecnica. La formazione termina con il rilascio di un certificato di idoneità professionale (svendebrev). Anche per gli apprendisti del settore del commercio e dell'attività di ufficio esiste l'alternanza della formazione teorica e pratica. L'apprendistato termina con l'esame di ausiliario commerciale (handelmedhjælpereksamen). In questo settore una formazione complementare vien impartita dalle scuole commerciali del grado inferiore (handelsskoler) e medio (handelsgymnasier), que termina con un esame corrispondente (handelseksamen) e o hojerre handelseksamen). Viene altresì impartita una formazione pratica e teorica specifica per assistenti tecnici, assistenti di laboratorio, ecc.

Fino ad ora, la formazione professionale di base (faglige grunduddannelse) si fondava essenzialmente sull'apprendistato, ma in questi ultimi anni viene applicata una riforma di formazione professionale nel quadro della legge del 7 giugno 1972 (forsøgsuddannelse).

Con questa riforma, la formazione professionale inizia con un anno di formazione di base in ciascuno dei principali settori di attività. Allievo segue quindi un insegnamento professionale generale, oppure un insegnamento approfondito in un ramo o in una specializzazione professionale. La durata di questa formazione dipende dalle proprie ad ogni settore di attività.

E' stata istituita una formazione complementare dei lavoratori specializzati (efteruddannelse af faglaerte) che può essere impartita alle persone



che hanno, o che ricercano, un impiego nel settore di attività corrispondente ai corsi. Occorre inoltre che l'interessato abbia seguito la formazione professionale di base alla quale si collega la formazione complementare in questione, o che abbia acquisito un'adeguata esperienza pratica.

I lavoratori non specializzati, (ikke-faglaerte) sono diventati lavoratori specializzati (specialarbejder), in seguito all'istituzione, per questa categoria, di un vero insegnamento sistematico che comprende attualmente circa 200 corsi differenti per la maggior parte dei settori di attività.

Gli uffici del lavoro possono fornire informazioni sulle varie forme di formazione professionale.

B-9

La politica sociale e le parti sociali (breve resoconto)



Le principali prestazioni previste dalla legislazione sociale danese rientrano nelle categorie seguenti:

1. Pensioni sociali

Il pensioni d'invalidità (invalidepension), di vecchiaia (folkepension), di vedovanza (enkelpension) vengono accordate rispettivamente alle persone che soddisfano alle condizioni relative all'invalidità (le decisioni in merito sono adottate dall'autorità competente, ossia l'Invalideforsikringsretten, con possibilità di ricorso, al raggiungimento dell'età prestabilita o allo stato di vedovanza. In taluni casi può procedere a trattenute proporzionalmente all'importo dei redditi che supera la pensione. In altri casi, possono essere accordati supplementi.

In linea generale, i cittadini degli Stati membri della CEE occupati in Danimarca hanno diritto alla pensione completa conformemente alla legislazione danese, a condizione che gli interessati abbiano avuto un domicilio fisso in Danimarca per 40 anni, tra i 15 anni compiuti ed i 67 anni. Per soggiorni più brevi, essi hanno diritto ad una pensione parziale, il cui importo è fissato 1/40 della pensione completa per anno di soggiorno (l'effettiva durata del soggiorno viene maggiorata secondo norme particolari per il calcolo della pensione d'invalidità o di vedovanza).



Le pensioni, completamente finanziate dallo Stato, vengono gestite dallo Stato stesso e dai comuni. Le richieste di pensione vanno indirizzate alla Commissione di assistenza sociale del comune di residenza. Norme particolari sono fissate per la pensione integrativa di vecchiaia (tillaegspension) dei lavoratori dipendenti. Questa pensione di vecchiaia, il cui importo è calcolato in base a versamenti al fondo per pensione integrativa di vecchiaia (Fond for Arbejds-markedets tillaegspensionen), è gestita da un ente speciale, in cui lo Stato, i datori di lavoro e i lavoratori sono rappresentati.

2. Assegni familiari (Bornetilskud)

I cittadini delle CE occupati in Danimarca ricevono un'indennità conformemente alla legge danese, per i figli di età inferiore ai 18 anni, indipendentemente dal reddito dei genitori e dei figli ed indipendentemente dal fatto che i figli siano domiciliati in Danimarca o all'estero. Gli interessati debbono rivolgersi alla Commissione di assistenza sociale del comune in cui sono domiciliati.

3. Assegni giornalieri (dagpenge)

(prestazioni in caso di malattia, maternità o disoccupazione).

a) Le indennità giornaliere per malattia vengono concesse, agli interessati che hanno prestato servizio presso lo stesso datore di lavoro per almeno 40 ore nelle ultime 4 settimane, dal datore di lavoro in questione per un periodo che può protrarsi sino a 5 settimane. Oltre le 5 settimane, o quando i dipendenti non hanno diritto all'indennità giornaliera da parte del datore di lavoro, la prestazione viene corrisposta dalla commissione di assistenza sociale del comune di residenza, la quale amministra anche le prestazioni in natura (per es. pagamento delle cure mediche) in caso di malattia.

b) Le lavoratrici che si aspettano dal lavoro per ragioni di gravidanza o di maternità hanno diritto ad un'indennità giornaliera normalmente per 14 settimane, purchè siano soddisfatte alcune condizioni relative al posto di lavoro precedentemente occupato.

c) L'indennità giornaliera di disoccupazione viene concessa dalla cassa di disoccupazione di cui fa parte l'interessato (cfr. più sopra), previa constatazione del competente ufficio di collocamento che un altro posto di lavoro non ha potuto essere attribuito all'interessato.



4. Altre prestazioni sociali (in particolare informazione ed accoglienza)
In linea generale, gli interessati devono rivolgersi alla commissione di assistenza sociale del comune di residenza.

B-9.1

Enti assistenziali





Alle nachstehenden Auskünfte gelten - wenn nichts anderes ausdrücklich angegeben ist - für Dänemark ausschliesslich er Färöer und Grönland.

B-0

Lage

Das Königreich Dänemark ist das südlichste der skandinavischen Länder und ist, von der 50 km langen Landesgrenze mit der Bundesrepublik Deutschland abgesehen, vom Meer umgeben.

B-1

Fläche43.070 km²

B-2

Klima

Dänemark hat ein ausgeprägtes Küstenklima mit einer durchschnittlichen Wintertemperatur von etwa 0° Celsius und einer Sommertemperatur von etwa 20°. Der vorherrschende Wind ist der Westwind, die durchschnittliche jährliche Niederschlagsmenge beträgt 664 mm.

B-3

Bevölkerung

Am 1.1.1972: 2.470.193 Männer, 2.505.460 Frauen.

B-3.0

davon: Ausländer

Anzahl der Ausländer mit Aufenthaltserlaubnis (1) am 1. Januar am 1. Januar 1972: 54.119.

(1) Nicht eingerechnet sind Staatsangehörige aus Finnland, Island, Norwegen und Schweden, die keine Aufenthaltserlaubnis benötigen.



B-3.1

Arbeitskräfte im Lohn- und Gehaltsverhältnis



Anzahl der Arbeitnehmer 1.966.300

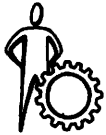
B-3.10

davon: Landwirtschaft



B-3.11

davon: Industrie



B-3.12

davon: Dienstleistungsbereich



B-3.20

beschäftigte Ausländer



Anzahl der Ausländer mit Arbeitserlaubnis (1) am 1. Januar 1972: aus den Europäischen Gemeinschaften 10.398, aus anderen Ländern 26.050.

(1) Nicht eingerechnet sind Staatsangehörige aus Finnland, Island, Norwegen und Schweden, die keine Arbeitserlaubnis benötigen. Bei dieser Zahlenangabe wird von einer anderen Grundlage ausgegangen als bei der unter B-3.1. Beide Zahlen können daher nicht unmittelbar verglichen werden.

B-3.21

davon: Gemeinschaftsangehörige



B-4

Hauptstadt



Kopenhagen mit 874.000 Einwohnern.



B-5

**Sprache**

Dänisch

B-6

**Staat und Regierungsform**

Dänemark ist eine konstitutionelle Monarchie mit Königin Margrethe auf dem Thron. Die politische Macht liegt beim Folketing (Parlament) und der Regierung. Die Regierungsform ist parlamentarisch, so dass eine Regierung zum Rücktritt verpflichtet ist, wenn ihr das Folketing das Misstrauen ausspricht. Das Folketing besteht aus einer Kammer und hat 179 Mitglieder. In das Folketing wählbar sind dänische Staatsbürger mit Wohnsitz in Dänemark, die das 20. Lebensjahr vollendet haben. Die Legislaturperiode beträgt 4 Jahre, die Regierung kann jedoch das Folketing vor Ablauf dieser Zeit auflösen und Wahlen aus-schreiben.

B-7

**Wirtschaft**

Die Erwerbsbevölkerung nach Wirtschaftszweigen gegliedert (Mai 1972):

Land- und Fischereiwirtschaft	243.000
Industrie und sonstige Pro- duktionstätigkeiten	659.700
Baugewerbe	207.900
Handel	373.600
Verkehr	152.700
Öffentliche Verwaltung und freie Berufe	575.400
Verschiedene Dienstleistungs- berufe	152.500
Nicht angegeben - sowie ein- gezogene Wehrpflichtige	48.500
Insgesamt	<u>2.414.200</u>



Die Erwerbsbevölkerung nach Stellung im Beruf gegliedert:

Selbständige	330.400
Beamte	943.700
Facharbeiter	304.300
Ungelernte Arbeiter	698.900
Dienstpersonal	19.400
Mithelfende Hausfrauen	117.500
	<hr/>
Insgesamt	2.414.200

Quelle : Statistische Beschäftigungserhebung
Dänemarks 3. Mai 1972.

B-8

Unterricht



Vorschulklassen: (freiwillig) für Kinder im Alter von 5 bis 7 Jahren.

Volksschule, die aus der Hauptschule mit den Klassen 1 bis 10 sowie der Realschulstufe (realafdelingen) besteht, in die man normalerweise nach dem 7. Schuljahr überwechselt. Die Realschulstufe ist dreijährig und schliesst mit einer Prüfung ab.

Gymnasium, für das die Zulassung nach der 2. und 3. Klasse der Realschulstufe erfolgt. Die Zulassung hängt von einem Befähigungsnachweis durch die Realschule ab, der gegebenenfalls mit einer Prüfung verbunden ist. Die Reifeprüfung verschafft Zugang zu den meisten Formen der Hochschulausbildung.

Höhere Vorbereitungsprüfung (Højere Forberedelseseksamen) : Eine zweijährige Schule, für welche die Zulassung nach dem 10. Hauptschuljahr oder der Abschlussprüfung der Realschulstufe erfolgt und welche Zugang teils zu den Lehrerbildungsanstalten und teils zu gewissen anderen Formen der Hochschulausbildung verschafft.

B-8.0

Schulwesen





B - 8.1

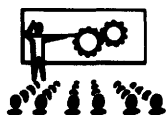
Schulpflicht



Die Schulpflicht tritt mit dem Beginn des Schuljahres für Kinder ein, die zu diesem Zeitpunkt das 7. Lebensjahr vollendet haben, und besteht von hieran für 9 Jahre.

B - 8.2

Berufsausbildung



Lehrlingsausbildung : Diese erfolgt auf der Grundlage eines Vertrages zwischen dem Lehrling und dem Betrieb. Der Lehrling erhält gleichzeitig eine praktische Ausbildung im Betrieb und eine theoretische Ausbildung an technischen Lehrlingsschulen. Der Lehrling hat Anspruch auf vollen Lohn, auch wenn er nur die technische Schule besucht. Die Ausbildung schliesst mit der Ausstellung einer Urkunde ab, dem Gesellenbrief. Für Lehrlinge der Handels- und Verwaltungsberufe besteht ein ähnlicher Wechsel zwischen praktischer und theoretischer Ausbildung. Die Lehrzeit schliesst mit einer Handlungsgehilfenprüfung (handelsmedhjælpeksamen) ab. Weiterführende Ausbildung in diesem Bereich erfolgt an Handelsschulen und höheren Handelsschulen und schliesst mit der Handelsprüfung beziehungsweise der höheren Handelsprüfung ab. Schliesslich werden technische Assistenten und Laborassistenten nach einem entsprechenden - teils praktischen teils theoretischen- Unterricht ausgebildet.

Der Schwerpunkt der beruflichen Grundausbildung lag bisher bei der Lehrlingsausbildung, in den letzten Jahren wird jedoch die Berufsausbildung mit einer Versuchsausbildung gemäss Gesetz vom 7. Juni 1972 neu gestaltet. Die Ausbildung wird mit einer einjährigen Grundausbildung innerhalb der Hauptzweige des Wirtschaftslebens eingeleitet; nach Abschluss dieser Ausbildung wird eine weiterhin allgemeine und vertiefende berufliche Ausbildung innerhalb eines Ausbildungszweiges oder einem beruflichen Fachgebiet durchgemacht. Die Dauer dieses Ausbildungsabschnitts hängt von den Verhältnissen in dem einzelnen Wirtschaftszweig ab.

Fortbildung von Facharbeitern ist geregelt und kann von Personen in Anspruch genommen werden, die in dem Wirtschaftsbereich, dem der Kurs angepasst ist, beschäftigt werden wollen. Ferner wird vorausgesetzt, dass der Teilnehmer die berufliche Grundausbildung erhalten hat, an die sich die Fortbildung anschliesst, oder entsprechende praktische Erfahrung gesammelt hat.



Der ungelernte Arbeiter ist angelernter Arbeiter geworden, und für diese Gruppe ist eine eigene, systematisierte Ausbildungsregelung aufgestellt worden; es gibt zur Zeit etwa 200 verschiedene Kursangebote innerhalb der meisten Berufszweige. Das Arbeitsamt kann über die verschiedenen Ausbildungsformen Auskunft erteilen.

B-9

Die Sozialpolitik und die Sozial partner (kurze Übersicht)



Die wichtigsten Leistungen nach der dänischen Sozialgesetzgebung fallen in folgende Hauptbereiche :

1. Sozialrenten

Invalidentente, Volksrente und Witwenrente werden den Personen gewährt, die jeweils die Voraussetzungen in bezug auf Invalidität (wird von einer besonderen Behörde entschieden: "Invalideforsikringsretten" (Invaliditätsversicherungsgericht), mit Möglichkeit zur Berufung, Alter oder Witwenstand erfüllen. Bei Einnahmen über die Renten hinaus können Teile der Renten abgezogen werden; in gewissen Fällen werden Zuschüsse gewährt. In Dänemark beschäftigte Staatsangehörige aus Mitgliedsländern der Europäischen Gemeinschaften können nach dänischen Bestimmungen in der Regel Vollrente beziehen, falls die Empfänger zwischen dem vollendeten 15. und 67. Lebensjahr 40 Jahre lang in Dänemark festen Wohnsitz gehabt haben. Ist der Aufenthalt kürzer gewesen, so hat der Betreffende Anspruch auf eine Teilrente, die $\frac{1}{40}$ der Vollrente für jedes Jahr des Aufenthalts entspricht. (Die tatsächliche Wohndauer wird hinsichtlich der Invaliden- oder Witwenrente nach besonderen Regeln ergänzt). Die durch die Steuern voll finanzierten Renten werden vom Staat und von den Gemeinden verwaltet. Der Rentenanspruch ist beim Sozialausschuss in der Wohngemeinde zu stellen. Besondere Bestimmungen gelten für die Zusatzrente für Arbeitnehmer, die auf der Grundlage der Beiträge an den Fonds der Dänischen Anstalt für Zusatzrenten (Fond for Arbejds-markedets Tillægspension) berechnet wird; der Fonds wird von einem besonderen Vorstand verwaltet, in dem sowohl der Staat als auch die Sozialpartner vertreten sind.

2. Kindergeld

In Dänemark beschäftigten Staatsangehörigen der Europäischen Gemeinschaften wird Kindergeld nach dänischen Vorschriften für Kinder unter 18 Jahren gewährt - ohne Rücksicht auf die Einkünfte der Eltern oder der Kinder und unabhängig davon, ob



die Kinder inner- oder ausserhalb Dänemarks ihren Wohnsitz haben. Der Antrag ist beim Sozialausschuss in der Wohngemeinde zu stellen.

3. Tagegeld (Leistungen im Falle von Krankheit, Geburt oder Arbeitslosigkeit)
 - a. Angestellten, die in den letzten vier Wochen mindestens 40 Stunden lang bei einem Arbeitgeber beschäftigt gewesen sind, wird bei Krankheit vom betreffenden Arbeitgeber Tagegeld bis zu fünf Wochen gewährt. Tagegeld darüber hinaus und Tagegeld an Beschäftigte, die keinen Anspruch auf Tagegeld vom Arbeitgeber haben, wird vom Sozialausschuss der Wohngemeinde gewährt, der ebenfalls die Sachleistungen (Zahlung von ärztlicher Hilfe usw.) bei Krankheit verwaltet.
 - b. Weibliche Arbeitnehmer haben bei Abwesenheit von der Arbeit wegen SCHWANGERSCHAFT UND GEBURT in der Regel Anspruch auf Tagegeld während 14 Wochen, wenn gewisse Voraussetzungen hinsichtlich der vorangegangenen Beschäftigung erfüllt sind.
 - c. Tagegeld bei ARBEITSLÖSIGKEIT wird von der Arbeitslosenkasse gezahlt, bei der der Betreffende versichert ist (siehe oben), wenn durch das öffentliche Arbeitsamt nachgewiesen worden ist, dass ihm keine angemessene andere Arbeit zugewiesen werden kann.
4. Andere Sozialleistungen (einschliesslich Beratung und Anleitung). Der Antrag ist in der Regel an den Sozialausschuss der Wohngemeinde zu richten.

B-9.1

Träger der Betreuung





WANNEER NIET UITDRUKKELIJK ANDERS IS AANGEGEVEN, HEBBEN DE
HIERONDER GEGEVEN INLICHTINGEN UITSLUITEND BETREKKING OP
DENEMARKE (EXCL. DE FARÖER EILANDEN EN GROENLAND).

B-0

Aardrijkskundige situatie

HET KONINKRIJK DENEMARKE IS HET MEEST ZUIDELIJK GELEGEN LAND VAN
DE SCANDINAVISCH EILANDEN EN - AFGEZIEN VAN EEN 50 KM LANGE LANDGREN
GREN MET DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND OVERAL OMGEVEN DOOR DE ZEE.

B-1

Oppervlakte43.070 KM²

B-2

Klimaat

DENEMARKE HEEFT EEN UITGESPROKEN KUSTKLIMAAT MET EEN GEMIDDELDE
WINTERTEMPERATUUR VAN CIRCA 0° CELSIUS EN EEN ZOMERTEMPERATUUR
VAN CIRCA 20°. DE WIND IS ER MEESTAL WESTELIJK EN PER JAAR VALT
ER GEMIDDELD 664MM NEERSLAG.

B-3

Bevolking

PER 1.1.1972 : 2.470.193 MANNEN, 2.505.460 VROUWEN

B-3.0

waarvan: buitenlandse bevolking

AANTAL BUITENLANDERS IN HET BEZIT VAN EEN VERBLIJFSVERGUNNING
(X) PER 1 JANUARI 1972 54.119

(X) DAARIN ZIJN NIET-BEGREPEN DE ONDERDANEN UIT FINLAND, ISLAND
NOORWEGEN EN ZWEDEN, DIE NIET OVER EEN VERBLIJFSVERGUNNING MOËTEN
BESCHIKKEN.



B-3.1

werknemers (werklozen uitgezonderd)



1.966.300

B-3.10

van wie: landbouw



B-3.11

van wie: industrie



B-3.12

van wie: dienstensector



B-3.20

buitenlandse werknemers (werklozen uitgezonderd)



AANTAL BUITENLANDSE WERKNEMERS IN HET BEZIT VAN ARBEIDSVERGUNNING
(2) PER 1 JANUARI 1972 10.398 UIT DE EEG; UIT DE ANDERE LANDEN
26.050

(2) ONDERDANEN UIT FINLAND, IJSLAND, NOORWEGEN EN ZWEDEN - DIE
NIET OVER EEN ARBEIDSVERGUNNING MOETEN BESCHIKKEN - VJALLEN HIER
BUITEN. BIJ DE BEREKENING VAN DIT GIJFER IS OP EEN ANDERE MANIER
TEWERK GEGAAN DAN VOOR DE BEREKENING VAN HET GIJFER ONDER B-3.1
DE TWEE GETALLEN ZIJN DERHALVE NIET ONMIDDELIJK VERGELIJKBAAR.

B-3.21

van wie: uit de Gemeenschap



B-4

Hoofdstad



KOPENHAGEN MET 874.000 INWONERS



B-5

Taal



DEENS.

B-6

Staat en regering



DENEMARKEN IS EEN CONSTITUTIONELE MONARCHIE; DE TROON WORDT ER BEKLEED DOOR KONINGIN MARGRETHE. DE POLITIEKE MACHT BERUST BIJ HET PARLEMENT (FOLKETING) EN DE REGERING. DE REGERING FUNCTIONEERT VOLGENS DE PARLEMENTAIRE SPELREGELS, HETGEEN BETEKENT DAT ZIJ VERPLICHT IS AF TE TRÉDEN WANNEER ER JEGENS HAAR IN HET PARLEMENT EEN MOTIE VAN WANTROUWEN WORDT AANGENOMEN. HET PARLEMENT BESTAAT UIT 1 KAMER EN TELT 179 LEDEN. HET STEMRECHT VOOR HET PARLEMENT HEBBEN ALLE DEENSE ONDERDANEN DIE WOONACHTIG ZIJN IN DENEMARKEN EN DIE DE LEEFTIJD VAN 20 JAAR TEN VOLLE HEBBEN BEREIKT. LEDEN VAN DE VOLKSVERTEGENWOORDIGING WORDEN GEKOZEN VOOR 4 JAAR MAAR DE REGERING KAN HET PARLEMENT ONTBINDEN EN NIEUWE VERKIEZINGEN UITSCHRIJVEN VOORDAT DE 4 JAREN ZIJN VERSTREKEN.

B-7

Economie



DE VERDELING VAN DE BEROEPSBEVOLKING NAAR BEDRIJFSTAK - MEI 1972.

LANDBOUW, VISSERIJ EN DERGELIJKE	243.000
INDUSTRIE EN ANDERE SECTOREN DIE AFGEWERKTE PRODUKTEN VERVAARDIGEN	659.700
BOUWNIJVERHEID (BURGERLIJKE-EN UTILITEITSBOUW	207.900
HANDEL	373.600
VERVOER	152.700
OVERHEIDSDIENSTEN EN VRIJE BEROEPEN	575.400
DIENSTENSECTOR	152.500
OVERIGE BEROEPSBEOEFENAREN ALSMEDE DIENSTPLICHTIGEN	18.500
TOTAAL	<u>2.414.200</u>

INDELING VAN DE BEROEPSBEVOLKING NAAR POSITIE IN HET BEROEP

ZELFSTANDIGEN	330.400
AMBTENAREN	943.700
GESCHOOLDEN	304.300
ONGESCHOOLDEN	698.900
HUISPERSONEEL	19.400
MEDEHELPENDE ECHTGENOTEN	117.500
TOTAAL	<u>2.414.200</u>

BRON DANMARKS STATISTISKE BESKAEFTIGELSESUNDERSØGELSE, 3 MEI 1972

B-8

Onderwijs


KLEUTERKLASSEN (FACULTATIEF) VOOR KINDEREN IN DE LEEFTIJD VAN 5 TOT 7 JAAR.

DE FOLKESKOLE (LAGERE SCHOOL), BESTAANDE UIT DE ZOGENAAMDE "HOVEDSKOLE" MET EEN EERSTE TOT TIENDE LEERJAAR, BENEVENS EEN REALAFDELING, DIE NORMAAL TOEGANKELIJK IS VANAF HET ZEVENDE LEERJAAR. DE "REALAFDELING" HEEFT EEN DRIEJARIGE CURSUSDUUR EN WORDT AFGESLOTEN MET EEN EXAMEN.

HET GYMNASIUM, DAT TOEGANKELIJK IS VANAF HET 2E OF 3E LEERJAAR VAN DE REALAFDELING. OM TE KUNNEN WORDEN TOEGELATEN MOET DE BETROKKENE IN HET BEZIT ZIJN VAN EEN DOOR DE "REALSKOLE" AFGEGEVEN GESCHIKTHEIDSVERKLARING EN DAARNAAST EVENTUEEL EEN TEST AFLEGGEN. ZIJ DIE SLAGEN VOOR HET "STUDENTEREKSAMEN" HEBBEN TOEGANG TOT DE MEESTE VORMEN VAN HOGER ONDERWIJS.

HET HOJERE FORBEREDELSEKSAMEN ; EEN TWEE JAAR DURENDE OPLEIDING DIE TOEGANKELIJK IS VOOR DEGENEN DIE HET 10E LEERJAAR AAN DE "HOVEDSKOLE" HEBBEN DOORLOPEN OF HET "REALEKSAMEN" HEBBEN AFGELEGD EN DAT DE MOGELIJKHEID OPENT TOT HET VOLGEN VAN OF WEL EEN ONDERWIJZERSOPLEIDING OF WEL VAN BEPAALDE ANDERE HOGERE ONDERWIJNSOPLEIDINGEN.

B-8.0

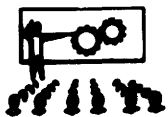
Schoolsysteem


B-8.1

Leerplicht


DE LEERPlicht GAAT IN BIJ HET BEGIN VAN HET SCHOOLJAAR EN GELDT VOOR KINDEREN DIE OP DAT TIJDSTIP DE LEEFTIJD VAN TEN VOLLE 7 JAAR BEREIKT HEBBEN; HET AANTAL JAREN DAT DE JONGEREN LEERPlichtIG ZIJN BEDRAAGT 9.

B-8.2

Organisatie van de beroepsopleiding


LEERLINGENOPLEIDING : GRONDSLAG VAN DE LEERLINGENOPLEIDING VORMT EEN TUSSEN DE LEERLING JEN HET DEDIJF AANGEGANE OVEREENKOMST. NAAST EEN PRAKTISCHE OPLEIDING IN HET BEDRIJF ONTVANGT DE LEERLING EEN THEORETISCHE OPLEIDING OP DE TECHNISCHE "LAERLINGESKOLE". DE LEERLING HEEFT RECHT OP UITEETALING VAN HET VOLLE LOON, OOK IN DE PERIODEN WAARIN HIJ UITSLUITEND IN OPLEIDING IS. DE OPLEIDING WORDT AFGESLOTEN MET DE AFGIFTE VAN EEN VAKDIPLOMA (SVENDEBREV). VOOR DE LEERLING DIE WORDT OPGELEID VOOR DE HANDELS - EN KANTOORBEROEPEN BESTAAT EVENEENS EEN SOORTGELIJKE COMBINATIE VAN PRAKTISCHE EN THEORETISCHE OPLEIDING.

DE LEERLINGENPERIODE WORDT AFGESLOTEN MET EEN ZOGENAAMD EKSAMEN VOOR HANDELASSISTENTEN (HANDELSMEDHJAELPEREKSAMEN). EEN VERDERGAANDE OPLEIDING OP DIT GEBIED KAN WORDEN GEVOLGD OP HANDELSSCHOLEN OF HANDELSGYMNASIA EN WORDT AFGESLOTEN MET RESP. EEN HANDELSEKSAMEN OF HOGER HANDELSEKSAMEN. TOT SLOT BESTAAT ER EEN OPLEIDING VOOR TECHNISCHE ASSISTENTEN, LABORANTEN EN DERGELIJKE DIE ZICH TIJDENS HUN OPLEIDING EVENEENS PRAKTISCH EN THEORETISCH KUNNEN BEKWAMEN.

DE ELEMENTAIRE VAKOPLEIDING WERD TOT NOG TOE VOORNAMELIJK GEGEVEN IN HET KADER VAN LEERLINGENOPLEIDING, MAAR IN DE LAATSTE JAREN IS MEN BEGONNEN MET DE REORGANISATIE VAN DE BEROEPSOPLEIDING, MEER BEPAALD DE EXPERIMENTELE OPLEIDING OP GROND VAN DE WET VAN 7 JUNI 1972. DEZE OPLEIDING VANGT AAN MET EEN 1 JAAR DURENDE BASISOPLEIDING VOOR ELK VAN DE BELANGRIJKSTE BEROEPSSECTOREN; NADAT DEZE OPLEIDING IS AFGESLOTEN GAAT MEN VERDER MET EEN ALGEMEEN EN GRONDIG VAKONDERRICHT OP EEN BEPAALD OPLEIDINGS-OF VAKGEBIED. DE DUUR VAN DIT DEEL VAN DE OPLEIDING HANGT AF VAN DE SITUATIE OP DE VERSCHILLENDE BEROEPSGEBIEDEN.

DE VOORTGEZETTE OPLEIDING VAN GESCHOOOLD PERSONEEL IS TOEGANKELIJK VOOR PERSONEN DIE REEDS TEWERKGESTELD ZIJN IN DE SECTOR WAAROP DE CURSUS IS AFGESTEMD, DAN WEL WERKZOEKEND ZIJN IN DEZE SECTOR. VOORWAARDE IS VERDER DAT DE DELENEMERS HET ELEMENTAIR VAKONDERRICHT HEBBEN GEVOLGD, WAAROP DE VOORTGEZETTE OPLEIDING EEN AANSLUITING KAN VORMEN, DAN WEL OVEREENKOMSTIGE PRAKTIJKERVARING HEBBEN OPGEDAAN.

VOOR DE CATEGORIE GEOEFENDE WERKNEMERS IS ER EEN SPECIFIËKE, SYSTEMATISCHE OPLEIDINGSREGELING IN HET LEVEN GEROEPEN, DIE MOMENTEEL ZOWAT 200 VERSCHILLENDE CURSUSONDERDELEN OMVAT, WAARIN DE MEESTE BEROEPSSECTOREN ZIJN VERTEGENWOORDIGD. VOOR INLICHTINGEN KAN MEN ZICH WENDEN TOT DE ARBEIDSBEMIDDELAAR.

B-9

Sociale politiek en de sociale partners (kort overzicht)



DE VOORNAAMSTE SOCIALE VOORZIENINGEN DIE KRACHTENS DE WET IN DENEMARKEN WORDEN UITGEKEEKT ZIJN DE VOLGENDE :

1. SOCIALE PENSIOENEN

INVALIDITEITSPENSIOEN, OUDERDOMSPENSIOEN EN WEDUWENPENSIOEN WORDEN TOEGEKEND AAN PERSONEN DIE VOLDOEN AAN DE VOORWAARDEN INZAKE RESP. INVALIDITEIT (WORDT BEPAALD DOOR EEN BIJZONDERE INSTANTIE : DE RECHTBANK VOOR INVALIDITEITSVERZEKERING, MET MOGELIJKHEID VAN BEROEP), OUDERDOM EN WEDUWENSTAAT. VOOR BEPAALDE PENSIOENUITKERINGEN GELDT, DAT WANNEER NAAST DEZE UITKERINGEN NOG ANDERE INKOMSTEN WORDEN GENOTEN, HET PENSIOEN MET DEZE BEDRAGEN IN MINDERING WORDT GEBRACHT. IN HET OMGEKEERDE GEVAL KOMT HET OOK VOOR DAT EXTRA UITKERINGEN WORDEN TOEGEKEND. IN DENEMARKEN TEWERKGESTELDE ONDERDANEN UIT DE EEG - LANDEN HEBBEN OVEREENKOMSTIG DE DEENSE VOORSCHRIFTEN ALS RECHT OP EEN VOLLEDIG PENSIOEN OP VOORWAARDE DAT DE BETROKKENEN VANAF HET TIJDSTIP DAT ZIJ DE LEEFTIJD VAN TEN VOLLE 15 JAAR HEBBEN BEREIKT



TOT HET 67E JAAR GEDURENDE 40 JAAR EEN VASTE VERBLIJFFLAATS HEBBEN GEHAD IN DENEMARKEN. INDIEN HET VERBLIJF VAN KORTERE

DUUR IS GEWEEST, KAN DE BETROKKENE AANSPRAAK MAKEN OP EEN GEDEELTELIJK PENSIOEN, DAT $1/40$ BEDRAAGT VAN HET VOLLEDIG PENSIOEN VOOR ELK JAAR DAT HIJ IN DENEMARKEN HEEFT VERBLEVEN. (WAT HET INVALIDITEITS - EN WEDUWENPENSIOEN BETREFT, GELDEN VOOR DE FEITELIJKE VERBLIJFSDUUR BIJZONDERE VOORSCHRIFTEN) DE ADMINISTRATIE VAN DE PENSIOENEN, DIE VOLLEDIG GEFINANCIERD WORDEN UIT BELASTINGEN, GESCHIEDT DOOR OVERHEID EN DE GEMEENTEN. HET VERZOEK OM EEN PENSIOENUITKERING MOET WORDEN GERICHT TOT DE SOCIALE DIENST IN DE GEMEENTE WAARIN DE BETROKKENE WOONACHTIG IS. EEN BIJZONDERE REGELING GELDT VOOR HET AANVULLEND PENSIOEN VOOR WERKNEMERS; DIT PENSIOEN WORDT BEREKEND OP GROND VAN STORTINGEN IN HET FONDS VOOR HET AANVULLEND PENSIOEN VOOR DE ARBEIDSMARKT (ARBEIDSMARKEDETS TILLAEGSPENSION), DAT WORDT BEHEERD DOOR EEN BIJZONDERE ADMINISTRATIEVE DIENST, WAARIN ZOWEL DE OVERHEID ALS DE SOCIALE PARTNERS ZIJN VERTEGENWOORDIGD.

2. KINDERBIJSLAG

ALLE IN DENEMARKEN TEWERKGESTELD ~~EEG~~ - ONDERDANIGEN KRIJGEN VOOR HUN JONGER DAN 18 JARIGE KINDEREN KINDERBIJSLAG OVEREENKOMSTIG DE IN DENEMARKEN GELDENDE VOORSCHRIFTEN - ONGEACHT HET INKOMEN VAN DE OUDERS DAT VAN DE KINDEREN EN HET AL OF NIET WOONACHTIG ZIJN VAN DE KINDEREN IN DENEMARKEN.

OM VOOR DE UITKERINGEN IN AANMERKING TE KOMEN DIENT DE BETROKKENE ZICH TE RICHTEN TOT DE SOCIALE DIENST IN DE GEMEENTE WAARIN HIJ WOONACHTIG IS.

3. DAGVERGOEDINGEN (BIJ ZIEKTE, MOEDERSCHAP EN WERKLOOSHEID.)

A. PERSONEELSLEDEN DIE DE LAATSTE 4 WEKEN TENMINSTE 40 UUR TEWERKGESTELD ZIJN GEWEEST BIJ EEN WERKGEVER, KRIJGEN DOOR DEZE WERKGEVER GEDURENDE MAXIMAAL 5 WEKEN DAGVERGOEDINGEN BIJ ZIEKTE TOEGEKEND. DE SOCIALE DIENST VAN DE GEMEENTE KENT BIJ ZIEKTE OOK DAGVERGOEDINGEN TOE AAN PERSONEN DIE ANDERS GEEN AANSPRAAK OP DAGVERGOEDINGEN KUNNEN MAKEN; OOK HET BEHEER VAN DE VERSTREKKINGEN (ZOALS DE BETALING VAN DE MEDISCHE VERZORGING) BIJ ZIEKTE BERUST BIJ DEZE SOCIALE DIENST.

B. VROUWELIJKE WERKNEMERS DIE INGEVOLGE ZWANGERSCHAP OF MOEDERSCHAP BUITEN HET ARBEIDSPROCES STAAN HEBBEN NORMAAL GEDURENDE 14 WEKEN RECHT OP DAGVERGOEDINGEN, WANNEER AAN BEPAALDE VOORWAARDEN INZAKE DE ERAAN VOORAFGAANDE PERIODE VAN TEWERKSTELLING IS VOLDAAN. DAGVERGOEDINGEN BIJ WERKLOOSHEID WORDEN TOEGEKEND DOOR DE WERKLOOSHEIDSKAS WAARBIJ DE WERKNEMER IS AANGESLOTEN (ZIE HIERBOVEN), NADAT DOOR DE OFFICIËLE ARBEIDSBEMIDDELAAR IS VASTGESTELD DAT VOOR DE BETROKKENE GEEN ANDERE PASSENDE ARBEID KAN WORDEN AANGEDUID.

4. ANDERE SOCIALE VOORZIENINGEN. (WAARONDER VOORLICHTING EN ADVIES) IN HET ALGEMEEN MOETEN INLICHTINGEN HIEROMTRENT WORDEN AANGEVRAAGD BIJ DE SOCIALE DIENST VAN DE GEMEENTE.



Unless otherwise stated, all information below relates to Denmark (excl. the Faroes and Greenland).

B-0

Geographical position



The kingdom of Denmark is the most southerly of Scandinavian countries and is surrounded by water, except for 50 km. land frontier with the Federal Republic of Germany.

B-1

Surface area

43.070 km².

B-2

Climate



Denmark has a marked coastal climate, with an average temperature of approximately 0°C in winter and 20°C in summer. The prevailing wind is Westerly and the average annual rainfall is 664 mm.

B-3

Population



On 1.1.1972 Men 2.470.193. Women 2.505.460.

B-3.0

of which: foreign population



Number of aliens with residence permits as at 1.1.1972 54.119 (Does not include residents from Finland, Iceland, Norway and Sweden who do not require a work permit).

B-3.1

Employed paid workers



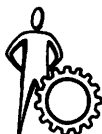
1.966.300.



B-3.10 of whom: agriculture



B-3.11 of whom: industry



B-3.12 of whom: services



B-3.20 foreign workers employed



Foreign workers with work permits 1) as at 1.1. 1972
10.398 from EEC countries : 26.050 other countries.

1) Does not include residents from Finland, Iceland, Norway and Sweden who do not require a work permit. This figure is calculated on a different principle to that of B - 3.1. The two figures are therefore not directly comparable.

B-3.21 of whom: Community workers



B-4 Capital



Copenhagen : 874.000 inhabitants



B-5

Language



Danish

B-6

Political system



Denmark is a constitutional monarchy. The present sovereign is Queen Margrethe. Political power lies with the Parliament (Folketing) and Government. The form of government is parliamentarian. The Government must resign if the Parliament passes a motion of no confidence in the Government. The Folketing consists of 1 house and 179 members. Danish nationals with domicile in Denmark and over 20 years of age are entitled to vote at elections for the Folketing. Elections take place every 4 years, but the Government can dissolve the Folketing and call for elections before the end of the 4 years period.

B-7

Economy



The gainfully employed section of the population broken down by economic sector

Agriculture, fishery, etc.	243.900
Industry and other production activities	659.700
Building and Civil Engineering	207.900
Trade and Commerce	373.600
Transport	152.700
Public Administrations and Public Services	575.400
Sundry Services	152.500
Unspecified including calls	48.500
Total	<hr/> 2.414.200

Gainfully employed section of the population broken down by employment.

Self-employed	330.400
Civil servants	943.700
Skilled workers	304.300
Unskilled workers	698.900
Domestic Assistants	19.400
Wives assisting husbands	117.500
Total	<hr/> 2.414.200

Source: Danish Employment Statistical Survey 3rd May 1972.



B-8

Education

Kindergarten classes (voluntary) for children aged 5-7 years. Primary School (Folkeskole) which consists of the main part of the school divided into forms 1 to 10 plus a secondary department (Realskole) which is normally entered from the 7th year. The Secondary Department is attended for 3 years and ends with an examination (Realeksamen) Grammar School (Gymnasium) which is entered after the second or third year in the secondary department. Entry depends on a certificate of competence from the Realskole and may be combined with a test. An examination (Standarterexamen) similar to the matriculation, gives access to most forms of higher education. Higher Education Entry Examination (Højere Forberedelseseksamen) A two year course, to which entry is gained after the 10th School year (or Realeksamen) and giving access either to college or certain other forms of higher education.

B-8.0

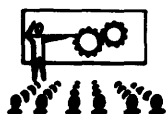
Educational system

B-8.1

Compulsory education

Compulsory education begins at the commencement of the school year for children who have reached 7 years of age and lasts for a period of 9 years.

B-8.2

Organisation of professional training

Apprenticeship : Training is based on a contract between the apprentice and a firm. The apprentice is given simultaneously practical training within the firm and theoretical training at a technical school for apprentices. The apprentice is entitled to full pay, also for these periods when he is undergoing full-time education at technical school. The training ends with the issue of a journeyman's certificate (Svendebrev). For apprentices in the shops and offices sector, similar sandwich courses giving practical and theoretical training are followed. The apprenticeship



ends with an examination for commercial assistants. Further training in the branch concerned is obtained at commercial schools and colleges and ends with an ordinary or higher commercial examination. Finally technical assistants, laboratory assistants, etc. attend courses after a corresponding practical and theoretical training. Hitherto, basic vocational training was mainly based on apprenticeship training, but in recent years a reform of vocational training has been introduced by means of experimental training under the provisions of the law of 7th June 1972. Training starts with a one year basic training in each main subject, at the end of which further general and more detailed education is given within a branch or specialty subject. The length of this part of the training will depend on the circumstances in the individual trade sector. Further education of skilled workers has been established and may be sought by persons who are engaged in or are seeking employment in a sector, for which the course has been designed. This is subject to the student having undergone the basic vocational training to which the further education is connected, or has reached the required practical standard from experience

Unskilled workers become special workers and for this group a specialist systemetric training scheme has been devised for which at the present moment some 200 different courses are offered in most branch sectors.

The employment exchange can give information regarding the various forms of training.

B-9

Social policy and social partners (brier survey)



The principal payments made under Danish Social Legislation fall under the following headings.

1. SOCIAL PENSIONS

Invalid pension, widows' pension and state pension are given to persons who fulfil the requirements in regard to invalidity (decided by a Special Authority, viz invalid insurance court, with right of appeal) age or widowhood. In the case of some pensions, deductions may be made according to income in addition to the pension. In some cases, supplementary payments may be made. Nationals of Member States of the EEC, working in Denmark, are, generally speaking, entitled to full



pensions under the Danish regulations, provided that the recipient has had permanent residence in Denmark, for 40 years between his 15th and 67th birthdays. If he has lived there for a shorter period, he is entitled to a part pension amounting to 1/40th of the full pension for each year of residence. (The actual time of residence as regards invalid or widows' pension is calculated according to special rules). Pensions, which are wholly financed from taxation, are administered by the State and local authorities. Applications for social pensions are submitted to the social services committee in the municipality in which the applicant resides. Special rules apply to supplementary pensions for wage earners, calculated on the basis of payments made to the Workers Supplementary Pension Fund which is administered by a special management board on which the State and both employers and employees are represented.

2. CHILDREN'S ALLOWANCE

EEC nationals, working in Denmark, are paid children's allowances according to Danish regulations for children under 18 years, without regard to the parents' or children's income and irrespective of whether the children are resident in Denmark or elsewhere. Application is made to the social services committee in the municipality in which the applicant resides.

3. DAILY ALLOWANCES (payments made in cases of sickness, maternity or unemployment).

- a. Daily allowances in the event of sickness are paid to employed persons, who in the previous four weeks have been working for at least 40 hours for an employer by that employer for a period of up to 5 weeks. Any additional daily allowances and daily allowances to employees not entitled to daily allowances from the employer, are paid by the social services committee in the municipality in which he resides which shall also administer any payments in kind (payments of medical assistance, etc.) in the case of sickness.
- b. Female employees absent from work because of pregnancy or maternity are entitled to a daily allowance for the usual 14 weeks, provided that certain conditions in regard to the above employment are fulfilled.



c. Daily allowances for unemployment are paid by the unemployment Insurance Office of which the employee is a member (see above). After the relevant Employment office has confirmed that it has been unable to find suitable work for the person concerned.

4. OTHER SOCIAL PAYMENTS (inc. advice and guidance)

Application is generally made to the social services Committee in the municipality in which the applicant resides.



B-0



Geografisk beliggenhed

Kongeriget Danmark er det sydligste af de skandinaviske lande og er omgivet af hav, bortset fra 50 km landegrænse med Forbundsrepublikken Tyskland.

B-1



Areal

43.070 km².

B-2



Klima

Danmark har et udpræget kystklima med gennemsnitlig vintertemperatur på ca. 0° C og sommertemperatur på ca. 20° C. Den fremherskende vind er vestlig og den gennemsnitlige årlige nedbør er 664 mm.

B-3



Befolkning

Pr. 1/1 1972 mænd 2.470.193 kvinder 2.505.460.

B-3.0

deraf: udlændinge



Antal udlændinge med opholdstilladelse pr. 1. januar 1972 54.119. (Omfatter ikke statsborgere fra Finland, Island, Norge og Sverige, som ikke behøver opholdstilladelse).

B-3.1

beskæftigede lønmodtagere



Antal lønmodtagere 1.966.300.

B-3.10

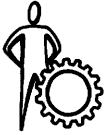
heraf: landbrug





B-3.11

heraf: industri



B-3.12

heraf: tjenesteydelser



B-3.20

beskæftigede udlændinge



Antal udlændinge med arbejdstilladelse pr. 1. januar 1972
10.398 fra EF. (Omfatter ikke statsborgere fra Finland, Island, Norge og Sverige, som ikke behøver arbejdstilladelse. Tallet er baseret på et andet grundlag end opgørelsen ovenfor. De to angivelser er derfor ikke umiddelbart sammenlignelige). Andre lande 26.050.

B-3.21

heraf: arbejstagere fra Fællesskabet



B-4

Hovedstad



København med 874.000 indbyggere.

B-5

Sprog



Dansk.



B-6



Stat og regering

Danmark er et konstitutionelt monarki, hvor tronen beklædes af Dronning Margrethe.

Den politiske magt ligger hos Folketing og regering.

Regeringens form er parlamentarisk, således at regeringer er forpligtet til at gå af, hvis der vedtages en mistillidserklæring til den i Folketinget. Folketinget består af ét kammer og har 179 medlemmer.

Valgret til Folketinget har danske statsborgere med bopæl i Danmark, og som er fyldt 20 år.

Valgperioden er 4 år, men regeringen kan opløse Folketinget og udskrive valg, inden de 4 år er gået.

B-7



Erhvervsliv

Den erhvervsmæssigt beskæftigede del af befolkningen fordelt efter erhverv - maj 1972.

Landbrug, fiskeri m.v.	243.900
Industri og anden fremstillingsvirksomhed	659.700
Bygge- og anlægsvirksomhed	207.900
Handel og omsætning	373.600
Transport	152.700
Offentlig administration og liberale erhverv	575.400
Forskellige serviceerhverv	152.500
Uoplyst - samt indkaldte	<u>48.500</u>
Tilsammen	2.414.200

Den erhvervsmæssigt beskæftigede del af befolkningen fordelt efter arbejdsstilling.

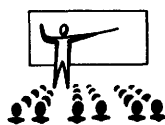


Selvstændige	330.400
Funktionærer	943.700
Faglærte arbejdere	304.300
Ufaglærte arbejdere	698.900
Husassistenter	19.400
Medhjælpende hustruer	<u>117.500</u>
Tilsammen	2.414.200

Kilde: Danmarks Statistiske Beskæftigelsesundersøgelse
3. maj 1972.

B-8

Uddannelse



B-8.0

Skolesystem



Børnehaveklasse (frivillige) for børn i alderen 5-7 år.
Folkeskolen, som består af hovedskolen med klassetrinene 1-10 samt realafdelingen, hvortil normalt overgås fra det 7. skoleår. Realafdelingen er treårig og afsluttes med eksamen.

Gymnasiet, hvortil adgang gives efter 2. eller 3. realafdeling. Adgangen er afhængig af realskolens egnethedserklæring, eventuelt kombineret med en prøve. Studentereksamen giver adgang til de fleste former for højere undervisning.

Højere Forberedelseseksamen: En toårig skole, hvortil adgang gives efter 10. hovedskoleår eller realeksamen og som giver adgang, dels til seminarieuddannelsen dels til visse andre former for højere uddannelse.

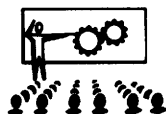
B-8.1



Undervisningspligt

Undervisningspligten indtræffer ved skoleårets begyndelse for de børn, der på dette tidspunkt er fyldt 7 år og varer herefter i 9 år.

B-8.2



Organisation ad erhvervsuddannelse

Lærlingeuddannelse: Denne er baseret på en kontrakt mellem lærlingen og et firma. Lærlingen får samtidig en praktisk uddannelse i firmaet og en teoretisk uddannelse på tekniske lærlingeskoler. Lærlinge har krav på fuld løn også i perioder, hvor han udelukkende er beskæftiget med skolegang på teknisk skole. Uddannelsen afsluttes med udstedelse af et certifikat, svendebrev. For lærlinge inden for handels- og kontorfagene følges en lignende skiftet mellem praktisk og teoretisk uddannelse. Lærlingetiden afsluttes med handelsmedhjælpereksamen. Videregående uddannelse inden for dette område fås på handelskoler og handelsgymnasier, og afsluttes med henholdsvis handelseksamen og højere handelseksamen.

Endelig uddannes tekniske assistenter, laboranter o. l. efter en tilsvarende dels praktisk dels teoretisk uddannelse.

Den faglige grunduddannelse har hidtil haft sit tyngdepunkt i lærlingeuddannelsen, men i de senere år er der iværksat en reform af de faglige uddannelser med forsøgsuddannelse i henhold til lov af 7. juni 1972.

Uddannelserne indledes med 1-årige basisuddannelser inden for hvert hovederhvervsområde; efter afslutningen af denne uddannelse gennemgås en fortsat almen og uddybende faglig undervisning inden for en uddannelsesgren eller et fagligt speciale. Varigheden af denne del af uddannelsen vil afhænge af forholdene inden for de enkelte erhvervsområder.



Efteruddannelse af faglærte er etableret og kan søges af personer, der har eller søger beskæftigelse i det erhvervsområde, som kurset er tilpasset. Det er endvidere en forudsætning, at deltageren har gennemgået den faglige grunduddannelse, som efteruddannelsen slutter sig til, eller har opnået tilsvarende praktisk erfaring.

Den ikke-faglærte er blevet specialarbejder, og for denne gruppe er opbygget en egentlig, systematiseret uddannelsesordning, hvor der for tiden findes omkring 200 forskellige kursustilbud inden for de fleste brancheområder.

Arbejdsformidlingen kan give oplysning om de forskellige uddannelsesformer.

B-9



Socialpolitik og sociale partnere (arbejdsmarkedets parter) (kort oversigt)

De vigtigste ydelser i henhold til den danske sociale lovgivning falder i følgende hovedområder:

1. Sociale pensioner.

Invalidepension, folkepension og enkepension gives til personer, som opfylder betingelserne for henholdsvis invaliditet (afgøres af en særlig myndighed: Invalidedeforsikringsretten, med mulighed for appel), alder eller enkestand. I dele af pensionerne kan der gives fradrag efter indtægter ud over pensionen. I visse tilfælde tillæg.

Statsborgere fra medlemslande i EF, som har beskæftigelse i Danmark har som hovedregel adgang til fuld pension efter danske regler på betingelse af, at modtagerne har haft fast bopæl i Danmark i 40 år mellem det fyldte 15. og 67. år.

Har opholdet været kortere, får pågældende ret til en del-pension, der udgør 1/40 af den fulde pension for hvert opholdsår. (Den faktiske bopælstid for så vidt angår invalide- eller enkepension suppleres efter særlige regler).

Pensionerne, der fuldt ud finansieres gennem skatter, forvaltes af stat og kommuner. Ansøgning om pension indgives



til det sociale udvalg i bopælskommunen.

Særlige regler gælder for tillægspensionen til lønmodtagere, der beregnes på grundlag af indbetalinger til den fond for Arbejdsmarkedets Tillægspension, der forvaltes af en særlig styrelse, hvor såvel staten som arbejdsmarkedets parter er repræsenteret.

2. Børnetilskud.

Til EF-statsborgere, der er beskæftiget i Danmark, ydes børnetilskud efter danske regler til børn under 18 år - uden hensyn til forældrenes eller børnenes indtægter og uden hensyn til, om børnene er bosat i eller uden for Danmark. Henvendelse sker til det sociale udvalg i bopælskommunen.

3. Dagpenge (ydelse i tilfælde af sygdom, fødsel eller arbejdsløshed).

- a. Dagpenge i tilfælde af sygdom ydes for ansatte, der i de sidste 4 uger har været beskæftiget mindst 40 timer hos en arbejdsgiver, af pågældende arbejdsgiver i op til 5 uger. Dagpenge derudover og dagpenge til beskæftigede, som ikke har ret til arbejdsgiverdagpenge, ydes af bopælskommunens sociale udvalg, der ligeledes administrerer naturalydelse (betaling af lægehjælp m.v.) i tilfælde af sygdom.
- b. Kvindelige arbejdstagere har under fravær fra arbejdet på grund af svangerskab og fødsel ret til dagpenge i normalt 14 uger, når visse betingelser med hensyn til den forudgående beskæftigelse er opfyldt.
- c. Dagpenge i tilfælde af arbejdsløshed ydes af den arbejdsløshedskasse, af hvilken den beskæftigede er medlem (jfr. ovenfor), efter at det gennem den offentlige arbejdsformidling er godtgjort, at der ikke kan anvises den pågældende andet passende arbejde.



4. Andre sociale ydelser (herunder råd og vejledning).
Henvendelse skal i almindelighed rettes til opholdskom-
munens sociale udvalg.

B-9.1

Sociale institutioner for oplysning og bistand



**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**